



Organisation des Nations
Unies pour l'Alimentation
et l'Agriculture

2015

Aperçu Regional de l'Insécurité Alimentaire au Proche-Orient et en Afrique du Nord



Renforcer la collaboration régionale et

bâtir la résilience pour la sécurité alimentaire et de la nutrition

2015

Aperçu Regional de l'Insécurité Alimentaire au Proche-Orient et en Afrique du Nord

**Renforcer la collaboration régionale et
bâtir la résilience pour la sécurité alimentaire et de la nutrition**

Citation nécessaire:

FAO. 2015. Aperçu Régional de l'Insécurité Alimentaire - au Proche-Orient et en Afrique du Nord: Renforcer la collaboration régionale et bâtir la résilience pour la sécurité alimentaire et de la nutrition, Le Caire, Egypte, FAO.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

ISBN 978-92-5-208787-8

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

© FAO 2015

Table des matières

iv	Avant-propos
v	Remerciements
vi	Abréviations et acronymes
vii	Liste des figures et des tableaux

1	Partie I
	Progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et de ceux du Sommet mondial de l'alimentation relatifs à la lutte contre la faim

4	Partie II
	Situation de la sécurité alimentaire dans le Proche-Orient et l'Afrique du Nord à travers les quatre dimensions: disponibilité, accès, utilisation et stabilité

21	Références bibliographiques
----	------------------------------------

Avant-propos

Cette année, le monde fait le point sur les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement 2000-2015 (OMD). De concert avec cette étape et pour la première fois, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) publie un panorama régional sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans sa région Proche-Orient et Afrique du Nord (NENA). L'objectif de ce rapport est de présenter un aperçu des progrès effectués par la région NENA vers la réalisation des OMD et des objectifs de réduction de la faim du Sommet mondial de l'alimentation, en se basant sur les données de l'édition 2015 de l'État de l'insécurité alimentaire dans le monde de la FAO. Le panorama fournit également une analyse approfondie de la situation actuelle dans la région, vue à travers les quatre dimensions de la sécurité alimentaire: la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité.

Le bilan de la sécurité alimentaire et de la nutrition qui se dégage du présent rapport est contrasté. La région, dans son ensemble, a connu un grave revers dans sa lutte contre la faim. C'est la seule région qui a enregistré une augmentation de la prévalence de la faim ainsi qu'un doublement du nombre de personnes souffrant de la faim, qui s'élève aujourd'hui à 33 millions. La grande majorité des personnes touchées par l'insécurité alimentaire vivent en Syrie, au Yémen, en Irak et au Soudan ainsi qu'en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Les conflits et les crises prolongées sont les principaux moteurs de l'insécurité alimentaire dans la région.

Pourtant, aussi décevante qu'elle peut être, la situation régionale ne doit pas occulter les progrès substantiels accomplis par les pays de la région dans leurs luttes contre la faim et la pauvreté. Une grande majorité des pays, 15 parmi 19, ont atteint le but de l'OMD relatif à la lutte contre la faim qui vise à réduire de moitié la prévalence de la sous-alimentation d'ici à 2015, ou ont maintenu le taux de sous-alimentation en dessous de 5%. Parmi ces derniers, deux pays, l'Etat du Koweït et le Sultanat d'Oman, ont également atteint l'objectif plus ambitieux du Sommet mondial de l'alimentation qui est de réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim.

Ces réalisations reflètent des années d'actions déterminées sur plusieurs fronts. Les pays de la région ont depuis longtemps placé la sécurité alimentaire au nombre de leur priorités. Ils ont augmenté leur production agricole, considérablement amélioré leurs exportations de produits alimentaires et mis en œuvre des programmes de protection sociale à grande échelle. Ces politiques se sont traduites par une plus grande disponibilité de nourriture et ont contribué à améliorer l'accès alimentaire et à réduire l'extrême pauvreté, aussi bien dans les zones urbaines que dans les zones rurales.

En analysant certains des principaux défis auxquels la région est confrontée dans la réalisation de ses objectifs de sécurité alimentaire, le rapport montre que la baisse rapide des ressources en eau douce de la région, exacerbé par le changement climatique, pose des contraintes majeures pour toutes les dimensions de la sécurité alimentaire, notamment pour la disponibilité et la stabilité mais aussi pour l'utilisation, l'hygiène et la sécurité sanitaire des aliments. La rareté de l'eau a également entraîné une hausse des besoins d'importations céréalières et a aggravé l'exposition de la région à la volatilité des prix sur les marchés internationaux. Le rapport souligne la nécessité de mettre en place des politiques saines et efficaces pour une gestion durable de l'eau, et soutient qu'il est encore largement possible d'améliorer les niveaux de la production agricole dans la région de manière durable. Le rapport soutient également que les pays de la région devraient accorder la priorité à la productivité agricole, puiser dans l'avantage comparatif de leurs cultures de grande valeur et exploiter le potentiel du secteur de la pêche, autant que possible.

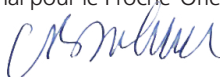
Le rapport montre aussi que les progrès dans la disponibilité et l'accès à la nourriture ne se sont pas toujours traduits par des progrès équivalents en termes de nutrition, et que la plupart des pays de la région font face à un triple fardeau de malnutrition, avec des taux modérés de faim chronique, des taux élevés de malnutrition et d'anémie chez les enfants, ainsi que des taux élevés de surpoids et d'obésité parmi la population.

Le rapport appelle enfin à renforcer la collaboration régionale pour faire face aux menaces et aux risques multiples qui pèsent sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans la région. Il appelle les pays à élaborer et à mettre en œuvre des programmes globaux de sécurité alimentaire élaborés de façon participative et de placer la nutrition, la protection sociale, la productivité de l'agriculture, les pertes et gaspillages alimentaires, et la gestion durable de l'eau au sommet de leurs priorités.

La FAO, en collaboration avec ses partenaires régionaux et internationaux, demeure engagée à fournir le meilleur de son appui technique dans cette entreprise.

Abdessalam Ould Ahmed

Sous-Directeur Général / Représentant Régional
Bureau Régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord



Remerciements

Le présent panorama régional sur la situation de l'insécurité alimentaire dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord est le fruit de la collaboration entre le Bureau régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord au Caire, et le service de la division de statistique du Département économique et social de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome sous la direction générale de Abdessalam Ould Ahmed, Sous-Directeur général et Représentant régional pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord de la FAO.

Nombreux sont les membres du personnel de la FAO de la région qui ont contribué à l'élaboration du présent rapport. Nos remerciements vont aux personnes suivantes: Ciro Fiorelli, Fatima Hachem, Fawzi Karajeh, Hala Hafez, Isin Tellioglu, Jennifer Smolak, Maha Zaki, Mamoon Al Alawi, Markos Tibbo, Maurice Saade, Mohamed Aw-Dahir, Mohamed Barre, Mohamed Lemine Hamouny, Nasredin HagElamin, Pasquale Steduto, Paula Anton et Tatjana Popovic-Manenti. Et, Areej Jafari, Filippo Gheri, Joseph Schmidhuber, Kostas Stamoulis, Lori Curtis, Piero Conforti et SachikoTsuji du siège de la FAO qui ont également coopéré à diverses sections de ce rapport.

Nous tenons à remercier aussi Magdi Latif du Bureau régional pour le Proche-Orient-Afrique du Nord, assisté de Mariam Hassanien, et Ashraf Said, pour leur coordination dans le processus de publication, et Elodie Perrat pour la relecture et révision de la traduction française du rapport; avec le soutien précieux de Rashad AlKhafaji du Bureau du Directeur Général, et de Mario Lubetkin et Patricia Pascau au Bureau de la Communication et leurs collègues au siège. Nous remercions finalement Nancy Eleanor Hart pour l'édition et la relecture d'une version antérieure du rapport.

Abréviations et acronymes

Abréviations et acronymes

ASTI	Indicateurs des Sciences et Technologies Agricoles (Agricultural Science and Technology Indicators)
BM/WB	Banque mondiale (World Bank)
CUEA	Conseil pour l'Unité Économique Arabe
CCG	Conseil de Coopération du Golfe
CESAO	Commission Économique et Sociale (des Nations Unies) pour l'Asie Occidentale
CLCPRO	Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région occidentale (FAO)
CRC	Commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la région centrale (FAO)
DL	Criquet pèlerin (Desert locust)
FFS	Champs-écoles (Farmer Field Schools)
FLW	Pertes et gaspillages alimentaires (Food losses and waste)
FMI/IMF	Fond Monétaire International (International Monetary Fund)
GAFTA	Grande Zone arabe de libre-échange
GIEC/IPPC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Intergovernmental Panel on Climate Change)
IAHP	Grippe aviaire hautement pathogène
IRM	Institut des ressources mondiales
LSD	Dermatose nodulaire contagieuse
MAG	Malnutrition aigüe globale
MAS	Malnutrition sévère aigüe
MAT	Maladies animales transfrontières
MERSCoV	Coronavirus du syndrome respiratoire du Moyen-Orient
NENA	Proche-Orient et Afrique du Nord (Near East and North Africa)
NPL	Seuil national de la pauvreté (National poverty line)
OADA/AOAD	Organisation arabe pour le développement agricole (Arab Organization for Agricultural Development)
OMD	Objectif du millénaire pour le développement
OIE	Organisation Mondiale de la santé animale
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
PAM/WFP	Programme Alimentaire Mondial (UN World Food Programme)
PFRDV	Pays à Faible Revenu et à Déficit Vivrier
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Pays les Moins Avancés
PPP	Parité de pouvoir d'achat
PPR	Peste des petits ruminants
PSC/SGP	Variole ovine et caprine
R&D	Recherche et développement
RRC	Réduction des Risques de Catastrophes
SMA	Sommet Mondial de l'Alimentation
SOFI	État de l'insécurité alimentaire dans le monde
MAT/TAD	Les maladies animales transfrontières (Transboundary animal diseases)
UMA	Union du Maghreb Arabe

Liste des figures et des tableaux

Liste des figures

Figure 1:	Sous-alimentation dans le monde et dans la région NENA, de 1990-1992 à 2014-16	1
Figure 2:	Prévalence de la sous-alimentation dans les sous-régions de NENA à différentes périodes	1
Figure 3:	Les personnes sous-alimentées dans les sous-régions du NENA à différentes périodes	2
Figure 4:	Disponibilité alimentaire pour le monde et les sous-régions NENA	2
Figure 5:	Le déficit commercial des produits alimentaires et agricoles de la région NENA	3
Figure 6:	Évolution de la production et des importations de céréales dans la région du NENA	3
Figure 7:	Disponibilité des terres et de l'eau dans la région NENA et dans le monde	4
Figure 8:	Production alimentaire et tendances apparentes de la consommation, NENA, 1980-2011	5
Figure 9:	Les rendements céréaliers dans les PFRDV, le monde et la région NENA	6
Figure 10:	Débarquements des pêches de capture déclarés par source dans la région NENA	8
Figure 11:	Production de l'aquaculture dans le Proche-Orient-Afrique du Nord, 1980-2013	8
Figure 12:	Évolution des importations, des exportations et du commerce net de poisson dans la région NENA, 1980-2011	8
Figure 13:	Augmentation prévue de la demande de produits d'origine animale par habitant d'ici l'an 2030	9
Figure 14:	Croissance rapide des exportations de fruits et de légumes entre 2000 et 2011 en Egypte	9
Figure 15:	Structure du Commerce Agricole de la région NENA, 2013	10
Figure 16:	Indice GINI (Années 1990 et 2000)	11
Figure 17:	Ratio coûts-avantages pour le quintile le plus pauvre : réduction de l'écart de pauvreté obtenu pour chaque 1 USD dépensé dans les programmes de protection sociale	12
Figure 18:	Tendances de la population féminine active dans la région NENA	13
Figure 19:	Prévalence de retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans dans les pays de la région NENA	13
Figure 20:	Prévalence de l'obésité chez les adultes (+15) par sexe dans les pays de la région NENA, 2010	14
Figure 21:	Prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de cinq ans dans les pays de la région NENA	14
Figure 22:	Déficit du compte courant et dépendance par rapport aux importations de céréales	18
Figure 23:	Flambées annuelles de MAT et zoonoses dans la région NENA, 2005-2014	19

Tableaux

Tableau 1:	Évolution des pays de la région NENA ayant atteint les objectifs du SMA et de l'OMD relatifs à la lutte contre la faim	2
Tableau 2:	Indicateurs de R&D agricole dans les institutions publiques pour quelques pays de la région NENA	6
Tableau 3:	Estimations des pertes de produits alimentaires pour une sélection de fruits et légumes, dans des pays sélectionnés de la région NENA	7
Tableau 4:	Ratio de la pauvreté à 1,25 USD/jour et du Seuil National de Pauvreté (NPL)	11
Tableau 5:	Syrie: principaux indicateurs économiques avant et après le conflit	15

Première Partie : Progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et de ceux du Sommet mondial de l'alimentation relatifs à la lutte contre la faim

Quinze pays de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord (NENA) sur dix-neuf ont atteint l'objectif de la lutte contre la faim des OMD.

Cependant, la région, dans son ensemble, n'a pas atteint les objectifs internationaux de réduction de la faim

Traditionnellement, le poids de la malnutrition dans la région NENA était plutôt faible, en comparaison avec les autres régions en développement. Toutefois, ce tableau d'ensemble a radicalement changé au cours des dernières années, à mesure que les conflits et l'instabilité politique prenaient racines dans plusieurs parties de la région. En conséquence, la région NENA n'a atteint globalement ni l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) qui est de réduire de moitié le nombre absolu de personnes sous-alimentées, ni celui des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) visant à réduire de moitié la proportion des personnes souffrant de la faim à l'horizon 2015. De fait, la région NENA est la seule où la situation globale de la faim s'est détériorée. Le nombre de sous-alimentés chroniques dans la région a doublé, passant de 16,5 millions de personnes entre 1990-1992 à 33 millions entre 2014-2016 (Figure 1). Parallèlement, la proportion de personnes sous-alimentées a augmenté de 6,6% à 7,5% dans la même période (Figure 2).

La situation de la région prise dans son ensemble masque des différences considérables entre ses sous-régions. Les pays de la sous-région du Conseil de Coopération du Golfe (CCG)¹ et le Yémen ont réduit la prévalence de la sous-alimentation, mais le nombre de personnes souffrant de la faim y a augmenté. Cette augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim est principalement due à la situation de sécurité alimentaire précaire au Yémen résultant des conflits et du niveau élevé de pauvreté dans le pays.

Le Machrek² a connu une augmentation sensible de la sous-alimentation qui est passée de 5% en 1992 à plus de 8% actuellement. C'est également la sous-région qui abrite le plus grand nombre de personnes sous-alimentées - environ 23 millions - soit 70% des personnes souffrant de la faim dans la région (Figure 3). La sous-région du Maghreb³ a, quant à elle, considérablement réduit la prévalence de la sous-alimentation ainsi que le nombre de personnes sous-alimentées. Le Maghreb est également la seule sous-région qui a atteint l'Objectif de lutte contre la faim des OMD.

La détérioration de la situation de la sécurité alimentaire dans la région est principalement due à la forte incidence des conflits et des crises prolongées

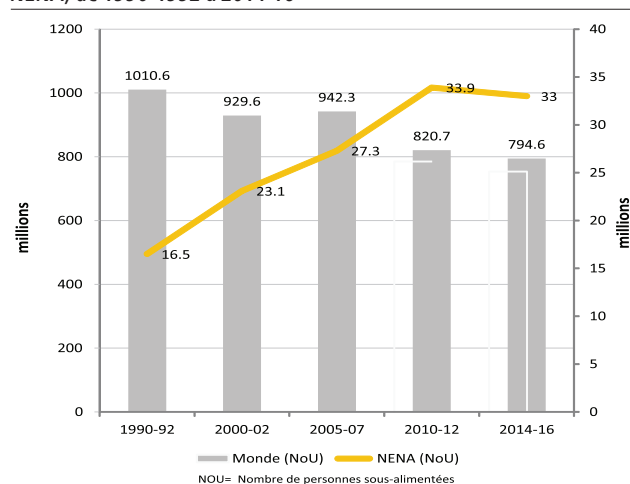
1 Le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) est une organisation intergouvernementale pour la région du golfe Persique comprenant les pays suivant : Bahreïn, le Koweït, Oman, Qatar, l'Arabie Saoudite et les Emirats

2 La sous-région du Machrek ou de l'Orient arabe couvre les pays suivants: l'Égypte, l'Irak, la République Islamique d'Iran, la Jordanie, le Liban, le Soudan et la Syrie, ainsi que la Cisjordanie et la Bande de Gaza

3 La sous-région du Maghreb couvre l'Algérie, la Libye, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie

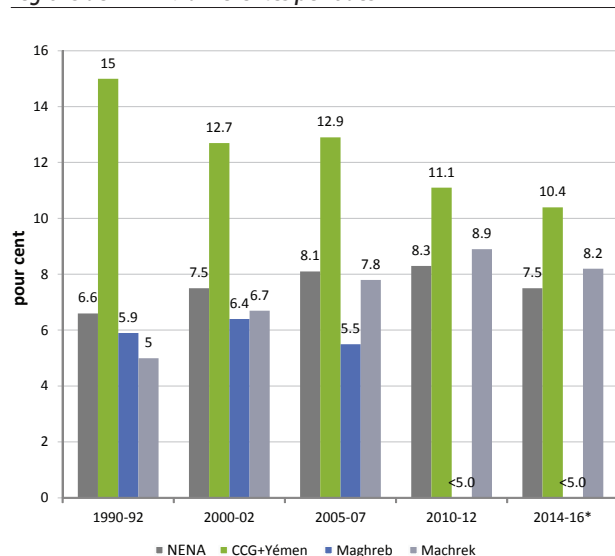
Les niveaux et les tendances de la sous-alimentation dans la région diffèrent largement d'un pays à l'autre. Depuis 1990-1992, 15 pays parmi les 19 de la région NENA ont atteint la cible de l'OMD dans la lutte contre la faim: l'Algérie, l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, l'Égypte, l'Iran (République Islamique d'), la Jordanie, le Koweït, le Liban, la Libye, le Maroc, la Mauritanie, Oman, le Qatar, la Tunisie et les Emirats Arabes Unis. Parmi ces pays, Oman et le Koweït ont également atteint l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation, tandis que l'Algérie et la Tunisie en sont très proches. Des progrès importants ont également été enregistrés en Mauritanie où la prévalence de la sous-alimentation a diminué de 15% en 1990-1992 à 6% en 2014-2016.

Figure 1: Sous-alimentation dans le monde et dans la région NENA, de 1990-1992 à 2014-16⁴



Source: FAO

Figure 2: Prévalence de la sous-alimentation dans les sous-régions de NENA à différentes périodes⁵



Source: FAO

4 Les estimations 2014-16 sont basées sur des projections

5 Ibid

Tableau 1: Évolution des pays de la région NENA ayant atteint les objectifs du SMA et de l'OMD relatifs à la lutte contre la faim⁶

Les pays qui ont atteint à la fois les objectifs du SMA et de l'OMD (2)	Les pays qui ont atteint l'objectif de OMD-1 (13)
Koweït, Oman	Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Égypte, Iran (République Islamique d'), Émirats Arabes Unis, Jordanie, Liban, Lybie, Mauritanie, Maroc, Qatar, Tunisie.

Source: FAO SOFI 2015

L'incidence élevée des conflits et des crises prolongées est le principal déterminant de l'augmentation du fardeau de la faim dans la région, qui est passé de 16,5 à 33 millions. Non seulement, les pays touchés par les conflits et les crises prolongées, n'ont pas atteint l'OMD relatif à la faim, mais ils ont au contraire enregistré une détérioration pure et simple de leur situation en terme de sécurité alimentaire. La crise syrienne a plongé dans le besoin 13,6 millions de personnes, avec 9,8 millions en Syrie et 3,8 millions de réfugiés nécessitant une aide alimentaire⁷. La prévalence de la malnutrition en Irak, qui était seulement de 8% en 1990-1992, a atteint 23% en 2014-2016. Au Yémen, un autre pays ravagé par les conflits, une personne sur quatre est considérée comme sous-alimentée. Le pays, enregistre également la plus forte incidence de pauvreté, de chômage et de malnutrition infantile dans la région NENA. Selon les estimations récentes, près de la moitié de ses 24 millions d'habitants nécessitait une aide humanitaire au début de l'année 2015.

La disponibilité alimentaire est élevée et la plus grande partie de celle-ci est assurée par les importations

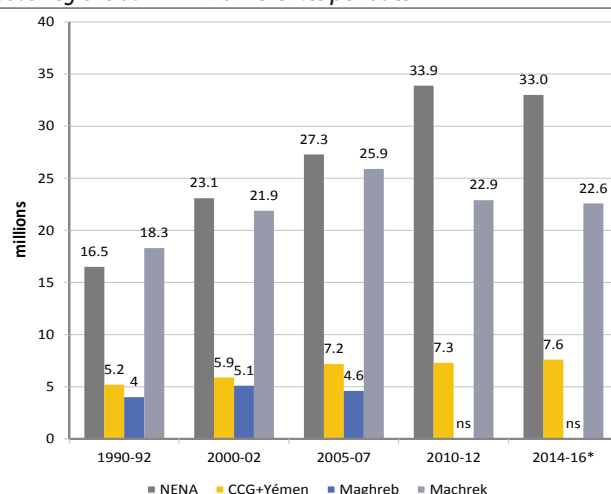
L'approvisionnement alimentaire moyen dans la région est passé de 2916 kcal/ habitant/jour en 1990-1992 à 3214 kcal habitant/jour en 2014-2016, un niveau supérieur à la moyenne mondiale de 2902 kcal habitant/jour (Figure 4). Le niveau d'approvisionnement alimentaire de la région est donc bien au-dessus de ses besoins énergétiques alimentaires.

Les céréales et autres aliments riches en glucides représentent la principale source d'énergie alimentaire de la région. En dépit de sa forte dépendance à l'importation, la région a fait des progrès considérables dans le renforcement de son propre approvisionnement. La production de céréales a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 4,3% sur la période 1994-2014, même si cette dernière est restée inférieure à la moyenne mondiale. La production alimentaire est constamment en retard sur la demande ce qui conduit à une augmentation du déficit du commerce alimentaire et par conséquent, à un accroissement rapide des importations (Figure 5).

6 La position de Bahreïn et du Qatar vis-à-vis des objectifs des OMD et du SMA ne peut être évaluée, étant donné que les données de base nécessaires pour calculer la prévalence de la malnutrition ne sont pas disponibles. Toutefois, les principaux indicateurs économiques pour les deux pays suggèrent que la malnutrition est susceptible d'être très faible (en dessous de 5%)

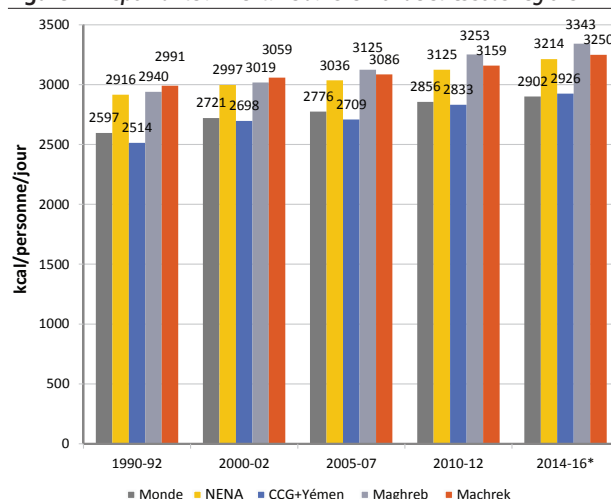
7 UNHCR, Syria Strategic Response Plan, 2015

Figure 3: Nombre Absolu de personnes sous-alimentées dans les sous-régions du NENA à différentes périodes⁸



Source: FAO Note: ns = non significatif

Figure 4: Disponibilité alimentaire dans le monde et les sous-régions NENA

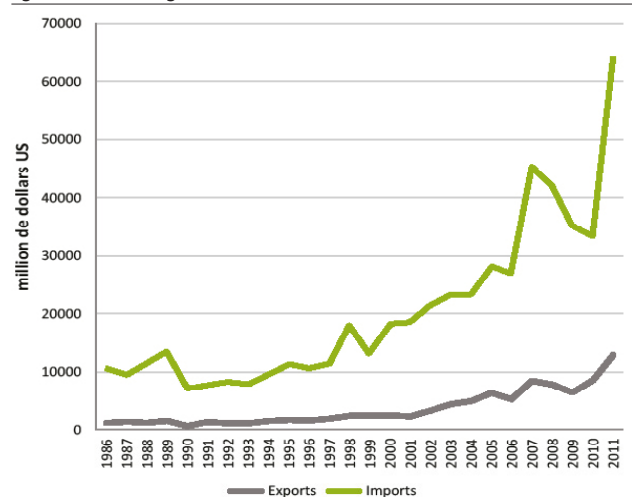


Source: FAO

L'augmentation des besoins alimentaires et une offre alimentaire régionale limitée ont également fait de NENA le plus grand importateur net de céréales dans le monde, avec plus de la moitié de sa consommation de céréales provenant d'autres régions (Figure 6). Nonobstant le fait que la facture des importations alimentaires a été partiellement couverte par une augmentation régulière des exportations de fruits et de légumes, la dépendance de la région vis-à-vis des importations alimentaires est probablement appelée à augmenter davantage, à mesure que s'accroît la demande alimentaire en général et celle des produits alimentaires haut de gamme en particulier, d'une population de plus en plus nombreuse, urbanisée et aisée, et en.

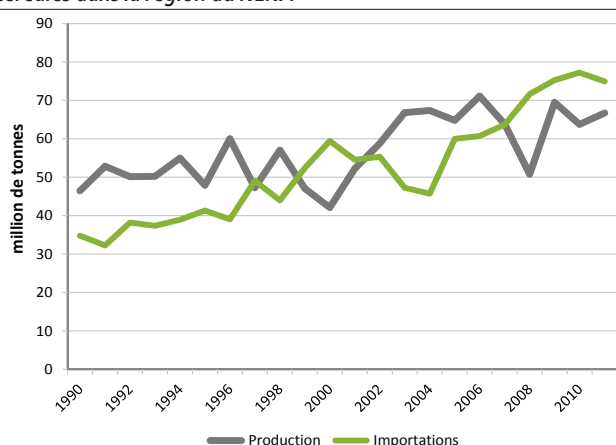
8 Les estimations 2014-16 sont fondées sur des projections

Figure 5: Le déficit commercial en produits alimentaires et agricoles de la région NENA



Source: FAO

Figure 6: Évolution de la production et des importations de céréales dans la région du NENA



Source: FAO

Des programmes de protection sociale ont contribué à accroître l'accès des pauvres à la nourriture

L'amélioration de la situation alimentaire vient également du fait que les mesures visant la sécurité alimentaire n'ont pas reposé uniquement sur les mesures au niveau de l'offre. Des progrès plus rapides nécessitent, en effet, le renforcement des mesures améliorant l'accès à la nourriture, plus particulièrement pour les pauvres. Bien que la pauvreté ait reculé dans la plupart des pays de la région, elle reste au-dessus de 10% en moyenne. Elle est généralement plus élevée en Égypte, en Mauritanie, au Soudan, en Tunisie, au Yémen, et plus particulièrement dans les zones rurales où résident 70% des populations pauvres. La pauvreté rurale et le chômage alimentent la migration vers les zones urbaines où le taux actuel de création d'emplois est insuffisant pour absorber une

main-d'œuvre de plus en plus nombreuse.

La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont étroitement corrélées dans la région; les pauvres dépensant entre 35 et 65% de leur revenu pour se nourrir⁹. Les programmes de protection sociale existants ont joué un rôle important dans la réduction de la pauvreté et l'amélioration de l'accès à la nourriture. Les subventions universelles pour l'alimentation et les carburants sont les interventions les plus courantes dans la région, mais elles sont très coûteuses et inefficaces car elles ne sont pas ciblées pour répondre uniquement aux besoins des pauvres. Les subventions alimentaires générales ont également affecté négativement la qualité de l'alimentation des pauvres. Elles ont effet souvent ciblé les aliments de base, à forte valeur énergétique, mais nutritionnellement insuffisantes, comme les céréales et le sucre.

La prévalence de la sous-alimentation et de la suralimentation a augmenté dans de nombreux pays de la région durant les deux dernières décennies

Malgré le niveau élevé, en moyenne, d'absorption de calories, la région continue à souffrir de nombreux problèmes de malnutrition. Depuis les années 1990, des progrès considérables ont été accomplis dans la réduction de la malnutrition infantile chronique. Les taux de retard de croissance ont diminué dans plusieurs pays tels que la Mauritanie (de 55% en 1990 à 22% en 2012), la Tunisie (de 31% en 1990 à 10% en 2012), le Maroc (de 30% en 1994 à 15% en 2011), Oman (de 26% en 1991 à 10% en 2009) et l'Arabie Saoudite (de 21% en 1994 à 9% en 2005¹⁰). À l'autre extrémité du spectre de la malnutrition, près d'un quart de la population est considérée comme obèse, classant la région NENA parmi les régions du monde ayant le plus fort taux d'obésité¹¹. Ce taux est le double de la moyenne mondiale et se trouve être près de trois fois supérieur à celui des pays en voie de développement dans leur ensemble. Des différences importantes existent en fonction des pays et du sexe, avec des taux d'obésité systématiquement supérieurs chez les femmes. Les carences en micronutriments sont également fréquentes aussi bien dans les pays riches de la région que dans les moins riches.

⁹ Harrigan, 2011

¹⁰ World Development Indicators (WDI)

¹¹ FAO. Food Security and Nutrition Strategy Paper for the Near East, Regional Conference (NERC-32), RNE.2014

Deuxième partie : Situation de la sécurité alimentaire dans le Proche-Orient et l'Afrique du Nord à travers les quatre dimensions: disponibilité, accès, utilisation et stabilité

La disponibilité alimentaire : Le défi de l'amélioration de l'approvisionnement alimentaire et de la gestion durable des ressources en eau

Les tendances de la production, la consommation et le commerce alimentaire indiquent une dépendance croissante de la région NENA vis-à-vis des sources extérieures pour son approvisionnement en produits alimentaires de base. Les principaux défis auxquels les pays sont confrontés pour réduire leur dépendance sont liés à la nécessité de faire face à la croissance démographique; de gérer de manière durable les ressources en eau; d'améliorer la productivité agricole dans tous les domaines; de réduire les pertes alimentaires et de gérer les importations de denrées alimentaires.

En raison de contraintes en matière de ressources naturelles et d'une pression démographique croissante, la région continuera à être un importateur de denrées alimentaires majeur dans un avenir proche

Gérer une croissance démographique continue

La région NENA est caractérisée par un taux de croissance élevé de la population d'environ 2% par an, comparé à une moyenne mondiale de 1,2% entre 2010-2015. La population de la région, estimée à 400 millions en 2014, devrait atteindre 600 millions d'ici 2050¹². La croissance démographique couplée à l'urbanisation croissante et à l'évolution des modes de consommation, va se traduire irrémédiablement par une demande croissante de nourriture ainsi qu'une réduction de terres et de l'eau disponibles pour l'agriculture.

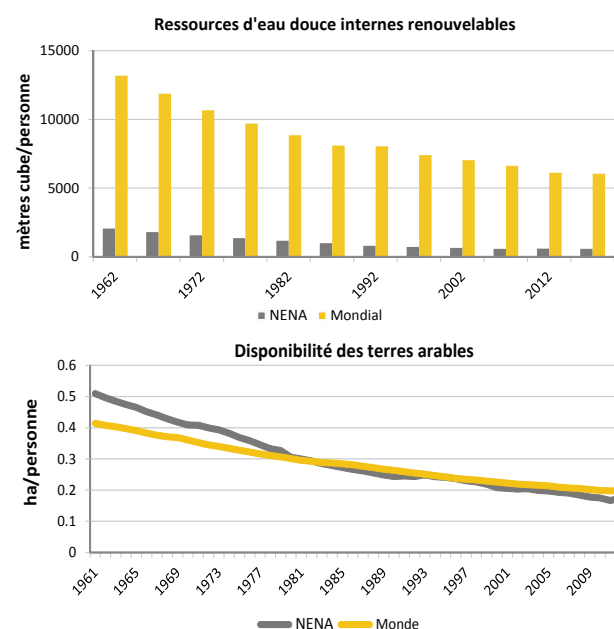
Soulager la pression démographique, principalement par l'éducation, est une priorité. Les politiques de planification familiale sont réputées être les plus efficaces lorsqu'il s'agit de ralentir la croissance démographique et par ce biais d'améliorer le niveau socio-économique des ménages à long terme. Ces mesures se sont avérées efficaces dans certains pays de la région NENA tels que l'Algérie, l'Égypte, l'Iran (République Islamique d'), le Liban, la Libye, le Maroc, la Syrie et la Tunisie. À l'heure actuelle, près d'un tiers de la population de la région a moins de 15 ans. Le développement des compétences et la création d'emploi sont cruciales. Dans les zones rurales, l'accès à la terre ainsi qu'au crédit agricole et à la technologie sont essentiels pour tous, et notamment pour les populations généralement désavantagées telles que les jeunes et les femmes.

Améliorer la productivité de l'eau agricole

La région NENA est la plus pauvre en eau dans le monde. La disponibilité en eau douce renouvelable par habitant a diminué de deux tiers au cours des 50 dernières années et représente maintenant seulement 10% de la moyenne mondiale. La disponibilité des terres arables par habitant est aussi la plus faible dans le monde et ne représente que 20% de la moyenne mondiale en 2013 (Figure 7). La région a investi massivement dans l'irrigation

au cours des années et la part d'eau disponible utilisée y est plus élevée que pour toute autre région du monde¹³. Plus de 80% des ressources en eau disponibles sont allouées à l'agriculture. Cependant, il existe d'importantes différences entre les sous-régions. Les pays du CCG sont totalement dépendants de l'irrigation en raison de niveaux de pluviométrie extrêmement faibles. Dans les pays du Machrek, la proportion des terres irriguées représente jusqu'à 43% du total des terres arables. Les pays du Maghreb sont largement moins dépendants de l'irrigation (7 à 18%), alors que l'Égypte est presque irriguée à 100%¹⁴.

Figure 7: Disponibilité des terres et de l'eau dans la région NENA et dans le monde



Source: FAO

La subvention indirecte de l'irrigation est une politique fréquente dans la région. Le coût de l'eau d'irrigation est souvent fixé à un niveau inférieur aux coûts encourus. Dans certains cas comme en Algérie, les tarifs actuels équivalent seulement à 1-7% du coût marginal de l'eau selon les hypothèses retenues en termes de sources et de pertes¹⁵. L'efficacité d'utilisation de l'eau dans les exploitations agricoles de la région est faible. Cela est partiellement dû aux tarifs d'irrigation faibles voir négligeables qui décourage son utilisation efficace comme facteur économique.

L'amélioration de la productivité de l'eau agricole de manière durable sera un levier majeur pour une croissance plus forte de l'agriculture. Réaliser cet objectif nécessitera d'élaborer un programme global de réformes. L'analyse des bonnes pratiques suggèrent qu'un tel programme nécessite : un processus inclusif d'études et de consultation basé sur des données factuelles sur la ressource en eau et sur les différentes options de son utilisation afin d'arriver à un consensus national sur les politiques d'allocations

12 United Nations, Department of Economics and Social Affairs – Population Division 2015 (<http://www.un.org/en/development/desa/population/>)

13 FAO Bureau régional du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, 2014

14 AOAD, 2007

15 World Bank, 2002

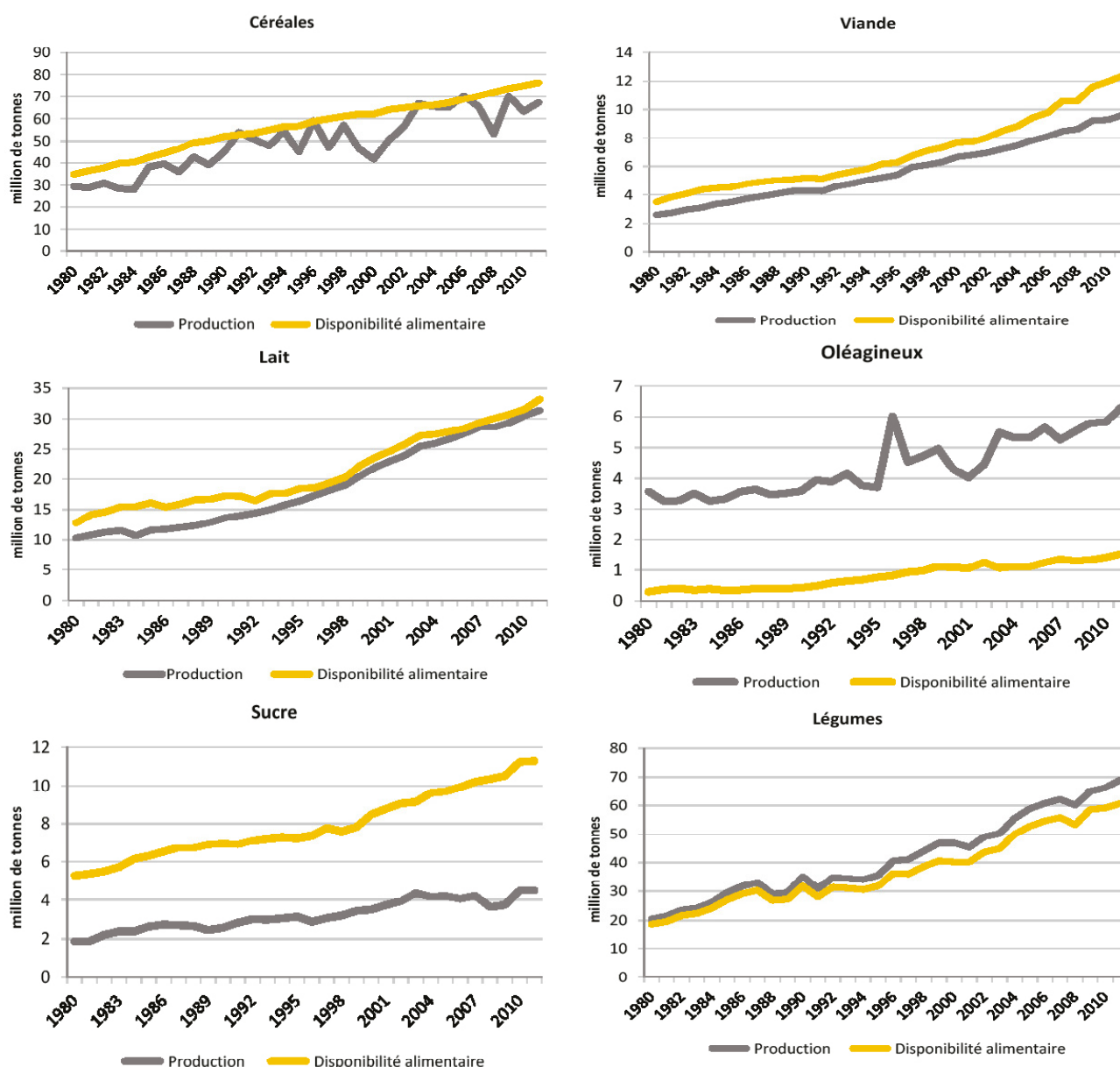
de l'eau; un cadre de gouvernance solide, avec des institutions bien conçues dotées, de pouvoirs et des responsabilités bien définis, ainsi que des capacités et ressources adéquates¹⁶. Il y a également place pour une collaboration régionale renforcée visant à relever les défis de l'eau et du changement climatique dans la région NENA, à travers l'échange de connaissances, la coopération Sud-Sud, la diffusion des meilleures pratiques ainsi que des programmes conjoint de recherche et de développement. Les domaines privilégiés pour une collaboration régionale comprennent la productivité de l'eau agricole, la gouvernance et les institutions y compris les associations d'utilisateurs de l'eau, la gestion intégrée des ressources hydriques, et la gouvernance des eaux souterraines, les ressources hydriques non

conventionnelles, le changement climatique et les politiques anti-sécheresses.

La production alimentaire est en retard sur la consommation pour la plupart des groupes alimentaires

La production alimentaire dans la région NENA a enregistré des taux de croissance raisonnables au cours de la dernière décennie. Entre 1994 et 2014, la production de céréale et de viande a enregistré des taux de croissance moyens annuels respectifs de 4,3% et 3,2%. Les autres groupes alimentaires tels que le lait, les légumineuses et les oléagineux ont tous montré des tendances similaires dans la production. Toutefois, la croissance de la production alimentaire est en décalage avec

Figure 8: Production alimentaire et tendances apparentes de la consommation, NENA, 1980-2011



Source: FAO

¹⁶ Bureau régional du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, 2014

la croissance de la demande alimentaire, générant un écart croissant entre la production et la consommation domestique (Figure 8). En conséquence, la région recourt de plus en plus aux importations alimentaires. La dépendance vis-à-vis des importations alimentaires est plus prononcée pour les céréales, produit de première nécessité dans la région, ce qui en fait la plus grande importatrice de céréales dans le monde. Les projections de la FAO/OCDE pour 2022 montrent une dépendance croissante de la région vis-à-vis du marché mondial pour la plupart de ces denrées alimentaires de base; les légumes et les fruits étant les principales exceptions à cet égard. La production de ce groupe alimentaire a augmenté à un rythme très rapide, contribuant positivement à l'emploi, à la balance commerciale alimentaire, ainsi qu'à des revenus plus élevés et à une meilleure nutrition pour les populations locales.

L'augmentation durable de la disponibilité alimentaire nécessite des actions de politiques qui améliorent la production alimentaire le long de la chaîne de valeur

Compte tenu du manque de nouvelles terres et de réserves en eau disponibles pour une expansion de l'agriculture, excepté pour un petit nombre de pays dans la région¹⁷, la croissance de la production agricole sera principalement générée par la hausse de la productivité agricole, l'augmentation de la valeur ajoutée et la réduction des pertes alimentaires.

Augmenter la productivité agricole, en particulier celle des petits exploitants

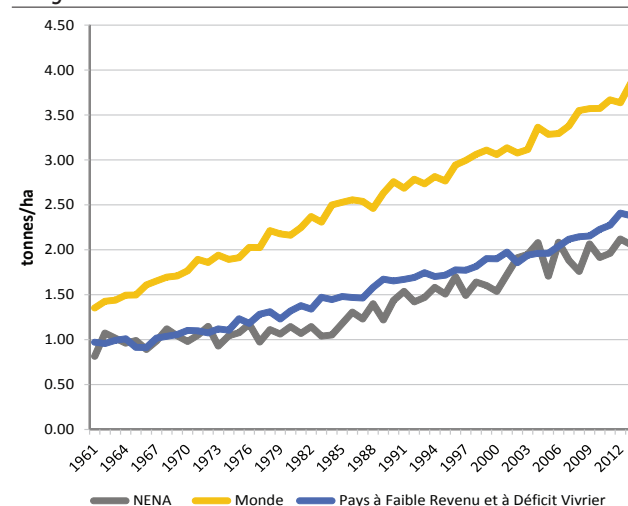
Dans la mesure où la plupart de la nourriture de la région est produite par les petits exploitants, l'augmentation de la productivité de ces derniers est cruciale pour l'amélioration de la production alimentaire, la diminution de la pauvreté rurale, et l'amélioration de la sécurité alimentaire. Malgré les progrès dans certains pays, la productivité agricole en particulier pour les céréales et le bétail, reste bien en deçà de son potentiel. Les rendements moyens des céréales dans la région sont aussi faibles que la moyenne des Pays à Faible Revenu et à Déficit Vivrier (PFRDV), et nettement inférieurs à la moyenne mondiale (Figure 9).

Les programmes de recherche et de développement sont essentiels pour accroître la productivité de l'agriculture

Il a été largement prouvé que les investissements dans la recherche et le développement agricoles (R&D) ont porté leurs fruits dans la région. Les enseignements de la base de données de l'ASTI (Agricultural Science and Technology Indicators) suggèrent que les rendements moyens sur les dépenses de recherche et de développement sont de l'ordre de 36%¹⁸. Pourtant, l'investissement dans la R&D agricole est très faible par rapport à la moyenne mondiale (Tableau 2). Il a fallu plusieurs flambées de prix

alimentaires pour attirer de nouveau les investissements dans le secteur ainsi que des financements publics supplémentaires suite notamment à la hausse des prix des denrées alimentaires de 2007-2008 et de 2010.

Figure 9: Les rendements céréaliers dans les PFRDV, le monde et la région NENA



Source: FAO

Tableau 2: Indicateurs de R&D agricole dans les institutions publiques pour quelques pays de la région NENA

	Financement (en millions de Dollars US constants de 2005) à parité de pouvoir d'achat (PPA), 2012	Financement en % du PIB agricole, 2012	Nombre total de chercheurs agricoles, 2012	Nombre de chercheurs pour 100 000 agriculteurs, 2012
Algérie	38,3	0,21	593	17,6
Jordanie	32,3	1,84	272	228,8
Maroc	131,2	0,49	556	19,0
Mauritanie	8,9	0,86	61	8,1
Tunisie	55,9	0,64	541	66,1
Oman	97,0	6,51	243	63,6
Soudan	35,9	0,14	932	15,6
Yémen	34,5	0,56	526	23,8

Source: ASTI, données mises à jour à 2012 disponibles sur <http://www.asti.cgiar.org/data>

Le renforcement des associations d'agriculteurs et des services de vulgarisation agricole

Il est également prouvé que les investissements publics en R&D ne suffisent pas à stimuler la productivité agricole. Pour que ces investissements portent leurs fruits, il est nécessaire de se doter de systèmes appropriés capables d'apporter de nouvelles connaissances techniques aux exploitations agricoles. Malheureusement, cela ne se fait pas au rythme et avec l'ampleur

17 Jelle Bruinsma, 2009. The resources outlook to 2050. Expert meeting on How to Feed the World by 2050. 24-26 June 2009. FAO

18 Alston, J.M., Chan-Kang, C., Marra, M.C., Pardey, P.G., and Wyatt, T.J. 2000. A meta-analysis of rates of return to agricultural R&D: Ex Pede Herculem. Washington, D.C.: International Food Policy Research Institute

adéquate. Il y a à la fois des lacunes dans le système de vulgarisation agricole et un manque de mesures incitatives pour motiver les agriculteurs à appliquer les nouvelles technologies. Les éléments clés d'une approche globale pour accroître la productivité agricole dans la région comprennent: i) les partenariats public-privés au sein des services de vulgarisation et une mise à niveau des champs-écoles (Farmer Field School - FFS); ii) renforcer les associations et les coopératives d'agriculteurs et mettre l'agriculteur au centre du programme d'amélioration de la productivité de l'agriculture; iii) veiller à ce que les dépenses en R&D soient soutenues au fil du temps; et iv) promouvoir la collaboration régionale pour stimuler les investissements, réduire les coûts unitaires, et accélérer la diffusion et l'adoption de technologies nouvelles et existantes.

La réduction des pertes et des gaspillages alimentaires

On estime que 34% des approvisionnements alimentaires propres à la consommation humaine sont perdus ou gaspillés dans la région¹⁹. Dans une région qui dépend autant des marchés internationaux pour répondre à ses besoins alimentaires et pour laquelle les ressources agricoles sont extrêmement rares et la productivité alimentaire aussi faible, de tels niveaux de perte et de gaspillage de nourriture (Food losses & waste - FLW) sont inacceptables. Compte tenu de la rareté des ressources de base de la région et de la faible productivité alimentaire, des pertes élevées de denrées alimentaires sont non seulement antiéconomiques mais également préjudiciables à l'environnement et à la sécurité alimentaire.

Réduire les pertes et gaspillages alimentaires nécessiterait toutefois d'importants investissements supplémentaires dans la capacité de stockage limitée de la région. Le stockage à sec en général et la capacité à gérer les céréales en particulier sont au cœur de ce problème. Dans plusieurs pays de la région, la majorité des agriculteurs stockent encore leurs grains dans des conditions traditionnelles, où la majorité des pertes en céréales proviennent des rongeurs, insectes et oiseaux. Par exemple, l'Égypte perd de 13 à 15% des céréales disponibles entre la récolte et la consommation finale. Des taux supérieurs de pertes et de gaspillages de fruits et légumes hautement périssables limitent la capacité de la région à créer un excédent exportable (Tableau 3).

Cinq domaines d'action stratégiques ont été identifiés et approuvés par les pays de la région NENA pour une approche cohérente pour la réduction des pertes et des gaspillages alimentaires, fondées sur des données scientifiques: i) procéder à la collecte de données, la recherche analytique et la production de connaissances pour soutenir l'effort visant à élaborer les politiques, les priorités et les programmes fondés pour la réduction des pertes et gaspillages alimentaires, fondés sur des données scientifiques; ii) sensibiliser à l'impact des pertes et du gaspillage alimentaires et promouvoir les bonnes pratiques de l'agriculteur au consommateur en passant par tous les acteurs de la chaîne alimentaire; iii) intégrer les questions

de pertes et des gaspillages alimentaires dans les stratégies et politiques nationales et régionales; iv) encourager le secteur privé comme acteurs de première plan en ce qui concerne la réduction des pertes et des gaspillages alimentaires; et v) promouvoir les investissements à échelle appropriée pour des solutions durables visant la réduction des pertes et des gaspillages alimentaires.

Tableau 3: Estimations des pertes de produits alimentaires pour une sélection de fruits et légumes, dans des pays sélectionnés de la région NENA

Pays	Marchandise	Moyennes estimées des pertes (%)
Égypte	Fruits frais	19
	Légumes frais	29
	Oranges	14
	Tomates	15
Iran (République Islamique d')	Raisins	13
Jordanie	Aubergines	19
	Tomates	18
Oman	Fruits et légumes	3–19
Arabie Saoudite	Concombres, dattes, figues Raisins, tomates	15–23

Source: FAO, Report of the Expert Consultation Meeting on Food Losses and Waste Reduction in the Near East Region: Towards a Regional Comprehensive Strategy, FAO Regional Office for Near East and North Africa, Cairo, 2013

Stimuler la croissance des secteurs de la pêche pour accroître la disponibilité en nourriture

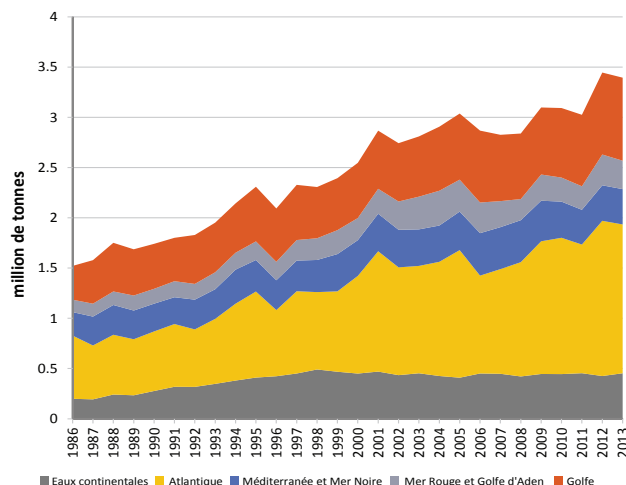
La production halieutique a considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies

Le secteur de la pêche détient un potentiel important pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans la région NENA. La production totale des pêches de capture (marine et continentale) dans la région est passée de moins de 0,5 million de tonnes dans les années 1980 à presque 3,5 millions de tonnes récemment. Les pêches de capture proviennent principalement de sources marines (Figure 10).

La production aquacole qui était presque inexistante jusqu'aux années 1980, a enregistré une augmentation spectaculaire depuis la fin des années 1990, atteignant environ 1,5 millions de tonnes en 2013 (Figure 11). En 2013, l'Égypte et l'Iran (République Islamique d') ont représenté 75% de la production totale de l'aquaculture. Comme le potentiel d'accroissement de l'offre de poisson provenant des pêches de capture marines et continentales est incertain, l'importance de l'aquaculture pour l'approvisionnement en poissons dans la région augmentera vraisemblablement de manière significative. Cependant, la disponibilité limitée en l'eau douce et saumâtre, ainsi que les considérations environnementales, poseront des limites à la production de l'aquaculture.

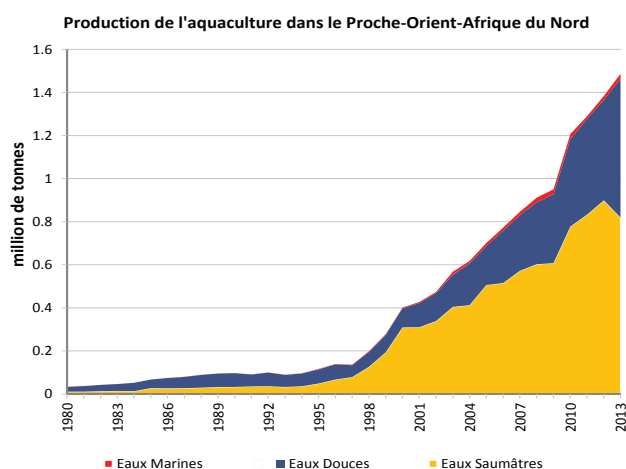
19 FAO. 2011. Global food losses and food waste - Extent, causes and prevention. Rome. Available at <http://www.fao.org/docrep/014/mb060e/mb060e.pdf>

Figure 10: Débarquements des pêches de capture déclarés par source dans la région NENA, 1986-2013



Source: FAO

Figure 11: Production de l'aquaculture dans le Proche-Orient-Afrique du Nord, 1980-2013



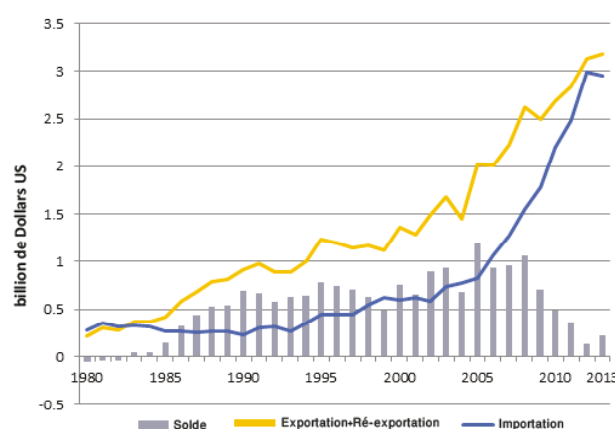
Source: FAO

La région a une balance commerciale de poisson positive

Malgré l'importance des secteurs de la pêche, la consommation de produits de la pêche reste faible par rapport à la norme internationale. La consommation annuelle moyenne de poissons dans la région n'était que 10,3 kg en 2011, contre une moyenne mondiale de 18,9 kg en 2011²⁰.

L'import et l'export de poisson de capture provenant des sources d'eau à la fois maritime et continentale n'a cessé de croître (Figure 12) au cours des 35 dernières années et reste un important contributeur aux revenus d'exportations de la région et par conséquent au produit intérieur brut (PIB). Il représente environ trois fois la valeur du commerce de la viande.

Figure 12: Évolution des importations, des exportations et du commerce net de poisson dans la région NENA, 1980-2011



Source: FAO

Libérer le potentiel de la « Croissance Bleue »

Il existe encore un fort potentiel pour un développement durable de la production halieutique dans la région NENA. Ceci exige d'optimiser la production de l'aquaculture et de réduire les pertes, tout en prenant en considération les dimensions environnementales et socio-économiques. Exploiter le potentiel du secteur de la pêche demande une approche globale à long terme qui respecte la contribution socio-économique et environnementale des océans, des mers, des côtes et des eaux intérieures. Ceci implique de pouvoir concilier la sécurité alimentaire, la nutrition, l'emploi décent, et la conservation des ressources aquatiques pour les générations futures.

L'élevage: un élément-clé pour la sécurité alimentaire

Durant la dernière décennie, le rythme rapide de croissance de la population humaine, l'urbanisation, la croissance des revenus et l'évolution des modes de consommation ont tous contribué à une forte augmentation de la demande des produits d'élevage dans la région. La Figure 13, qui présente une projection de l'augmentation prévue de la demande globale et par habitant pour les produits d'origine animale de 2000 à 2030 pour la région NENA, montre que la demande pour les produits de l'élevage devrait continuer à augmenter de façon spectaculaire. La plupart des pays de la région NENA sont des importateurs nets d'animaux (surtout ceux des systèmes pastoraux) et des produits d'origine animale.

La région NENA compte 98 millions d'unités d'élevage²¹ dont 80% sont concentrées dans seulement six pays: Algérie, Égypte, Iran (République Islamique d'), Mauritanie, Maroc et Soudan. La région dans son ensemble est un importateur net d'animaux, de produits d'origine animale, et d'alimentation animale, mais ses positions commerciales extérieures nettes sont très variables. Par exemple, avant le début du conflit actuel, la Syrie était sur la voie de l'autosuffisance en produits laitiers et était capable d'exporter de la volaille vers la Jordanie et le Liban.

20 FAO Fishery Statistical Yearbook. 2014

21 Une unité de bétail équivaut à 250 kg poids vif

Le commerce inter-régional du bétail est important et comprend souvent l'importation informelle d'animaux vivants. Ce type de commerce est particulièrement prospère lors d'événements religieux, des festivals et des cérémonies telles que le Hajj et l'Oumra.

Les défis pour le secteur de l'élevage incluent les sécheresses récurrentes, la désertification, la dégradation des pâturages et des prairies aggravés par le changement climatique, les conflits et les crises prolongées, et la perte de ressources génétiques uniques adaptées aux écosystèmes arides.

Libérer le potentiel de croissance de l'élevage

Il existe un potentiel considérable pour améliorer la production animale dans la région NENA, et exploiter le commerce inter-régional. Les actions prioritaires doivent être orientées vers: i) le renforcement des institutions publiques en charge du secteur; ii) l'élaboration et la mise en œuvre de programmes d'investissement dans la chaîne de valeur de l'élevage et de la sécurité alimentaire; et iii) le renforcement des capacités des petits exploitants et l'accélération du transfert de technologies pour améliorer les produits laitiers, la productivité des petits ruminants et de la volaille à travers, par exemple, le développement des ressources génétiques locales et l'amélioration des races locales et leurs produits.

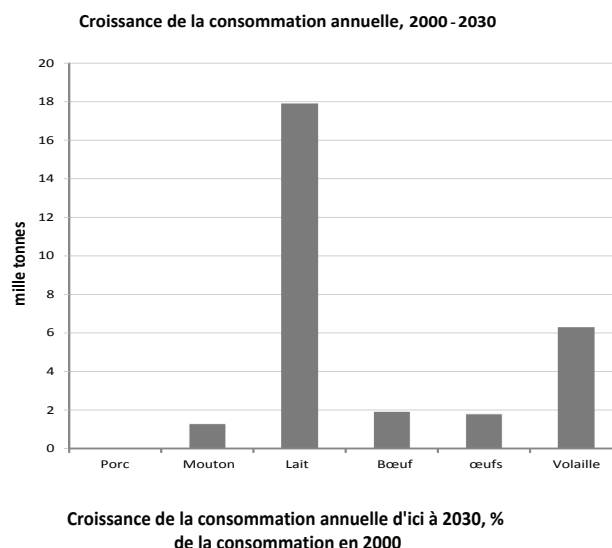
Améliorer la politique commerciale agricole et gérer le déficit alimentaire

Il existe un grand potentiel pour la croissance des exportations agricoles dans plusieurs pays de la région NENA

Alors que la région NENA dans son ensemble est un importateur net de produits agricoles, différentes sous-régions et différents pays peuvent avoir des avantages comparatifs pour certains produits agricoles. Par exemple, la région NENA est la deuxième région, exportatrice nette de tomates et d'agrumes, après l'Amérique latine et les Caraïbes. Elle est également la troisième plus grande exportatrice d'huile d'olive, après l'Europe et l'Asie centrale. Au niveau des pays, l'Égypte et le Maroc sont les principaux exportateurs sur les marchés mondiaux d'agrumes, tandis que la Jordanie est parmi les principaux exportateurs de tomates. Quant au Soudan, il a un grand potentiel d'animaux vivants et de viande et a intensifié ses exportations de sésame, de sorgho et de sucre. L'Égypte, à elle seule, a enregistré un décuplement de ses exportations de fruits et légumes entre 2000 et 2011 (Figure 14).

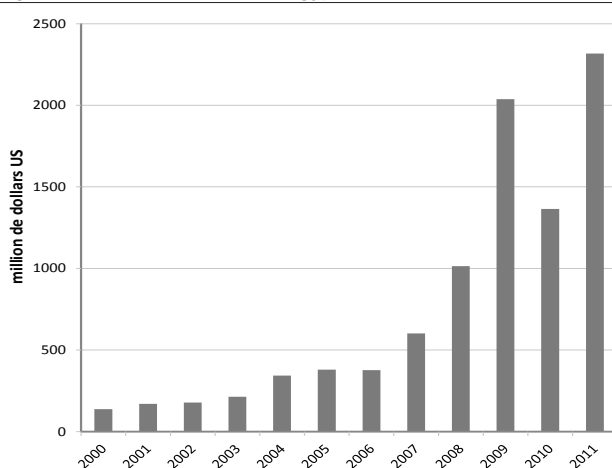
La promotion des exportations agricoles nécessite des mesures politiques concertées pour améliorer les partenariats public-privés, faciliter les échanges et la collaboration au niveau du commerce régional. Cela nécessite également i) des investissements dans le développement de la chaîne de valeurs de l'horticulture et des autres cultures de grande valeur; ii) des infrastructures, y compris dans l'eau, l'énergie et les moyens de transport; et iii) le renforcement et l'harmonisation des normes de qualité et de sécurité sanitaire.

Figure 13: Augmentation prévue de la demande de produits d'origine animale par habitant d'ici l'an 2030



Source: Adapté de FAO (2011) Mapping supply and demand for animal-source foods to 2030, disponible sur <http://www.fao.org/docrep/014/i2425e/i2425e00.pdf>

Figure 14: Croissance rapide des exportations de fruits et de légumes entre 2000 et 2011 en Égypte



Source: FAO

Exploiter le commerce alimentaire et agricole intra régional

Les pays du Proche-Orient sont parties prenantes dans un grand nombre d'accords d'intégration régionaux et sous-régionaux visant à promouvoir le commerce intra-régional, notamment en matière d'alimentation et d'agriculture. Les grands accords commerciaux dans la région NENA comprennent la Grande zone arabe de libre-échange (GAFTA), l'Accord pour la facilitation et la promotion du commerce intra-arabe, le Conseil de l'unité économique arabe (CUEA), le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) et l'Union du Maghreb arabe (UMA).

Le commerce intra régional dans l'agriculture est généralement faible en comparaison avec le commerce agricole total de la région, mais cette proportion a augmenté au cours de la dernière décennie. Des données partielles montrent que 67% des exportations agricoles de la région NENA sont destinées aux pays de la région, tandis que seulement 14% de ses importations agricoles proviennent de l'intérieur de la région (Figure 15).

Renforcer la coopération régionale est crucial pour exploiter le potentiel du commerce alimentaire régional et améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans la région. Bien que beaucoup de pays de la région NENA ne soient pas membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), un nombre croissant participent activement en tant qu'observateurs. En tant que membres ou observateurs actifs, la plupart des pays de la région ont à présent entamé la transition vers un système commercial multilatéral basé sur les règles de l'OMC et ont commencé à réduire les barrières non tarifaires, à baisser les tarifs et à prendre d'autres mesures frontalières. Cependant, il reste encore beaucoup à faire au niveau régional, en particulier pour i) réduire les obstacles non tarifaires et s'attaquer à l'emprise réglementaires; ii) harmoniser les politiques et procédures internes; iii) s'engager activement dans la facilitation du commerce; iv) améliorer les installations de transport et investir dans des projets régionaux liés à l'infrastructure; et v) mettre en place des systèmes d'information et d'analyses économiques.

Au fur et à mesure que les pays vont réformer et harmoniser leurs régimes commerciaux, ils pourront travailler collectivement vers des positions commerciales communes dans divers forums internationaux, notamment au sein de l'OMC. Idéalement, ces efforts contribueront également à une amélioration de l'environnement de la politique commerciale internationale, avec moins de distorsions qui contribuent à la volatilité des prix à l'étranger, et une plus grande capacité des pays de la région NENA à recueillir les fruits du commerce international à domicile.

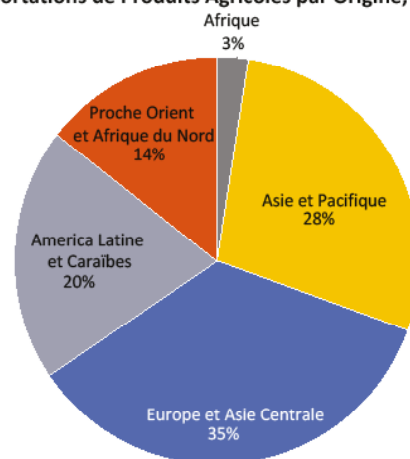
Mettre en œuvre la Décision de Marrakech

La Décision de Marrakech²², comme partie intégrante de l'Accord de l'Uruguay Round, reconnaît que certains pays vulnérables dépendent du marché mondial pour une partie conséquente de leurs besoins alimentaires de base et, par conséquent, peuvent faire face à des difficultés supplémentaires pour le financement des importations de denrées alimentaires

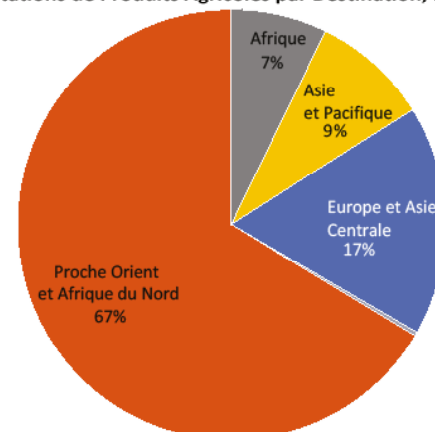
de base dues à l'anticipation des prix plus élevés à la suite de la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture. Les structures existantes du Fonds monétaire international (FMI) se sont avérées d'une valeur limitée dans le cadre de la Décision de Marrakech. La flambée des prix alimentaires mondiaux de 2007-2008 a souligné le besoin continu d'un instrument multilatéral fonctionnel pour aider les pays affectés à financer les importations de denrées alimentaires de base. Cela pourrait prendre la forme de garanties de crédit pour couvrir le coût des factures excédentaires d'importation de produits alimentaires. Dans l'esprit de la Décision de Marrakech, un tel instrument rassurerait les pays importateurs de produits alimentaires nets sur le fait que le marché mondial est une source abordable d'approvisionnement alimentaire. Les pays de la région NENA devraient continuer à soutenir les initiatives connexes à l'OMC.

Figure 15: Structure du Commerce Agricole de la région NENA, 2013

Importations de Produits Agricoles par Origine, NENA 2013



Exportations de Produits Agricoles par Destination, NENA 2013



Source: FAO

²² Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins développés et les pays en voie de développement importateurs nets d'aliments

Renforcer les règles de l'OMC sur les restrictions à l'exportation

Beaucoup de pays qui ont fait face à des déséquilibres de l'offre intérieure durant les périodes de prix élevés des denrées alimentaires de 2007-2008 et de 2010-2011 - y compris plusieurs grands exportateurs - ont initié des interdictions et des restrictions à l'exportation. Les effets potentiels des restrictions à l'exportation sur les pays importateurs, notamment les pays importateurs de produits alimentaires nets, peuvent être fortement préjudiciables, aussi bien en aggravant l'augmentation des prix mondiaux qu'en limitant la disponibilité physique des approvisionnements alimentaires. Bien que les règles de l'OMC concernant les importations et l'accès au marché soient contraignantes, celles applicables aux interdictions et aux restrictions à l'exportation sont généralement plus faibles (Art. 12, Accord sur l'Agriculture). Les pays de la région devraient continuer à soutenir les mesures visant à éliminer les restrictions à l'exportation de produits alimentaires ou les taxes sur les aliments achetés à des fins humanitaires non commerciales, telles que les achats par le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

Améliorer l'accès aux denrées alimentaires : la nécessité d'une réforme de la protection sociale

La pauvreté, un déterminant-clé de l'accès à la nourriture, a régressé mais reste élevée en particulier dans les zones rurales

La région NENA est très hétérogène avec aussi bien certains des pays les plus riches dans le monde que quelques pays parmi les moins avancés (PMA). Par exemple, le PIB par habitant (PPA) du Soudan s'élève à 3545 dollars US, tandis que le Qatar avait un PPA de 127 819 dollars US en 2012²³. Dans la plupart de la région NENA, le PIB par habitant a augmenté de manière significative entre 1990 et 2010. Des exceptions à cette tendance ont été constatées au Soudan, au Yémen, en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, où le PIB par habitant a quasiment stagné au cours de cette période.

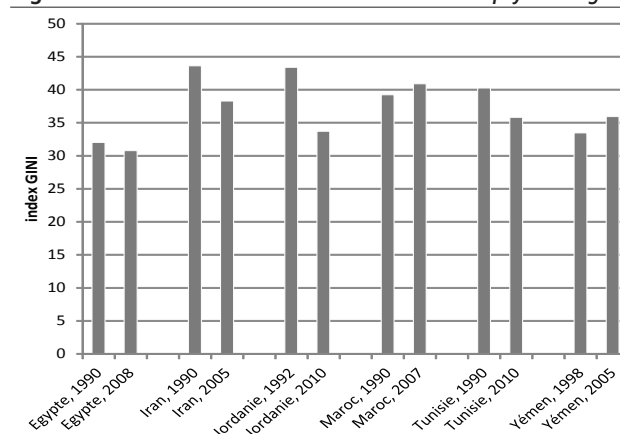
La croissance économique dans la région s'accompagne d'un niveau relativement élevé d'inégalité dans la répartition des revenus, avec une amélioration dans certains pays, dont l'Iran (République Islamique d'), la Jordanie et la Tunisie (Figure 16).

L'extrême pauvreté, mesurée par le seuil de pauvreté de 1,25 dollars US/jour, est faible dans presque tous les pays de la région, à l'exception de la Mauritanie, du Soudan et du Yémen. Cependant, en utilisant le seuil national de pauvreté (national poverty line -NPL), la prévalence de la pauvreté est importante dans la région avec des taux de pauvreté supérieurs à 10% pour tous les pays, à l'exception du Maroc. Par exemple, en Irak, 3,91% de la population vit en dessous du seuil de 1,25 dollars US/jour, comparativement à 18,9% vivant en dessous de la NPL (Tableau 4).

La pauvreté est concentrée dans les zones rurales. En Mauritanie et au Soudan, plus de la moitié de la population rurale est pauvre,

alors que cette proportion atteint 40% au Yémen et plus de 35% en Irak et en Syrie. Le taux le plus bas est au Maroc, où 14,4% de la population rurale vit en dessous du NPL (Tableau 4). La pauvreté rurale a été associée à un plus faible investissement public dans les infrastructures rurales, l'éducation et la santé, ainsi qu'à un manque de travail décent dans l'agriculture, en particulier pour les femmes²⁴. Les agriculteurs et les ouvriers ruraux n'ont souvent pas accès à la protection sociale et aux régimes d'assurances sociales²⁵.

Figure 16: Évolution de l'indice GINI dans une sélection de pays de la région



Source: Banque Mondiale

Tableau 4: Ratio de la pauvreté à 1,25 USD/jour et du Seuil National de Pauvreté (NPL)

	Année	Ratio de la pauvreté à 1,25 USD/jour (PPP) (% de la population)	Ratio de la pauvreté rapport à la NPL (% de la population)	Ratio de pauvreté rurale à la NPL (% de la population rurale)
Egypte	2011	NA	25,2	32,3
Iran (République Islamique d')	2005	1,4	NA	NA
Irak	2012	3,91	18,9	30,6
Jordanie	2010	0,08	14,4	16,8
Mauritanie	2008	23,4	42,0	59,4
Maroc	2007	2,5	8,9	14,4
Soudan	2009	19,8	46,5	57,6
Syrie	2007	NA	35,2	36,9
Tunisie	2010	0,74	15,5	NA
Yémen	2005	9,7	34,8	40,1

Source: Banque Mondiale

24 ILO, 2015: La notion de travail décent résume les aspirations de tout travailleur: possibilité d'exercer un travail productif et convenablement rémunéré, assorti de conditions de sécurité sur le lieu de travail et d'une protection sociale pour sa famille. Le travail décent donne aux individus la possibilité de s'épanouir et de s'insérer dans la société, ainsi que la liberté d'exprimer leurs préoccupations, de se syndiquer et de prendre part aux décisions qui auront des conséquences sur leur existence. Il suppose une égalité de chances et de traitement pour les femmes et les hommes

25 Ghanem, H. 2013. Regional and Rural Development to Support Egypt Democratic Transition. Brookings Institution

23 World Development Indicators/Indicateurs de Développement Mondial, 2014

Améliorer l'efficacité des systèmes de protection sociale

La plupart des pays de la région ont mis en place de vastes programmes de protection sociale, y compris des subventions alimentaires et de carburant, des systèmes de retraites, l'assurance-chômage, les transferts de fonds (conditionnel), des programmes de travail contre paiement et des soins médicaux.

Les subventions universelles de l'alimentation et de carburant sont les types de programmes de protection sociale les plus courants dans la région. Ils sont plus larges en termes absolus et relatifs que dans les autres régions. En moyenne, les pays de la région consacrent 4,5% du PIB pour les subventions de carburant comparativement à 1,1% du PIB pour les subventions alimentaires. En Égypte, le budget des subventions alimentaires a augmenté²⁶ de plus de 70% de 2005/2006 à 2007/2008 comme réponse du gouvernement à la crise des prix alimentaires²⁷. Cependant, ces subventions universelles s'avèrent très coûteuses et inefficaces avec d'importantes fuites aux non-pauvres. L'élimination des fuites pourrait entraîner des économies de coûts allant jusqu'à 70%²⁸.

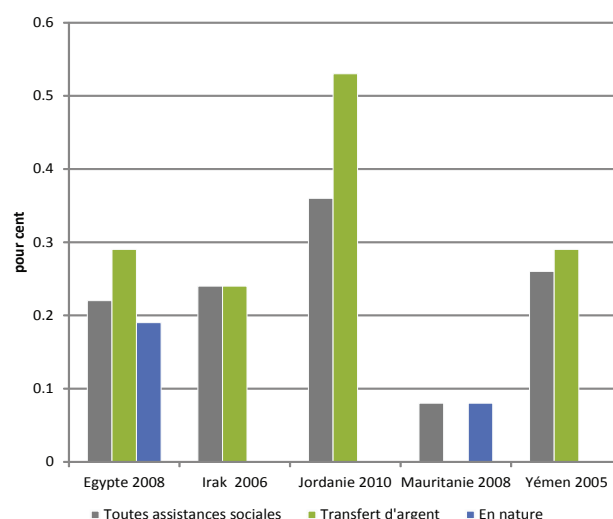
Une analyse des coûts-avantages des différents programmes sociaux en vigueur dans les différents pays de la région montre que pour chaque dollar américain dépensé dans les transferts en espèces, la réduction de l'écart de pauvreté obtenu est de respectivement 0,24%, 0,53% et 0,29% pour l'Irak (2006), la Jordanie (2010) et le Yémen (2005). Cette réduction de l'écart de pauvreté est plus faible dans le cas de transferts en nature. Par exemple en Égypte, pour chaque dollar américain dépensé en nature, l'écart de pauvreté est réduit de 0,19% comparativement à 0,29% en cas de transferts en espèces (Figure 17).

Les systèmes universels de subventions sur les carburants et des produits alimentaires ont longtemps été au centre du débat politique sur la protection sociale, car leur coût ne sont pas soutenable en raison de leur inefficacité. L'Égypte a engagé en 2014 la réforme la plus complète de son système de protection sociale, en augmentant les prix du carburant jusqu'à 78%, et en introduisant un système de subventions alimentaires plus élargi, mais mieux ciblé. Le Maroc et le Soudan ont respectivement augmenté le prix du carburant en 2013 et 2014, et ce, de manière considérable²⁹. La réforme du système de carburant et de subvention devrait contribuer simultanément à réduire le déficit des finances publiques, en libérant des ressources publiques pour des investissements productifs, et à améliorer l'efficacité des subventions alimentaires à travers un meilleur ciblage.

Il est admis que lorsque les programmes de transferts monétaires dans les régions sont bien conçus, entre 50 à 75% des dépenses qui y sont effectuées arrivent à toucher 40% de la population la plus pauvre, comparativement à 20% des dépenses effectuées dans le cadre de subventions des prix du carburant et 35% des subventions des produits alimentaires³⁰. Plusieurs ont mis en place des programmes de transferts monétaires.

Par exemple, le gouvernement iranien (République Islamique d'Iran) a mis en place un programme de transfert monétaire pour les ménages afin d'atténuer les impacts négatifs à court terme de la première phase de la réforme des subventions. Le gouvernement a commencé à transférer, chaque deux mois, une somme de 80 000 rials iraniens (équivalent de 8 dollars US en 2010) sur les comptes bancaires de toutes les personnes inscrites. Le Fond national d'assistance de la Jordanie fournit une aide en espèces aux pauvres et aux personnes vulnérables. Il s'agit du programme le plus important administré par le Fond. Le programme pilote de subventions conditionnelles en espèces du Maroc encourage l'éducation dans les zones défavorisées; les transferts directs aux ménages sont conditionnés par la présence des enfants à l'école primaire. Le programme pilote atteint plus de 160 000 familles et environ 300 000 élèves.

Figure 17: Ratio coûts-avantages pour le quintile le plus pauvre : réduction de l'écart de pauvreté obtenu pour chaque 1 dollars US dépensé dans les programmes de protection sociale



Source: Banque Mondiale

Etendre les politiques sur la protection sociale et le travail décent au secteur rural

Les programmes de protection sociale ont bénéficié principalement aux zones urbaines, du fait du statut souvent précaire des travailleurs ruraux dans la région NENA. Les zones rurales de la région sont le siège d'un processus de transformation socio-économique majeur. La main d'œuvre agricole connaît un processus de féminisation, principalement due à l'augmentation de la population rurale, en particulier dans les zones où les exploitations agricoles et d'élevage sont devenues trop petites en raison de la fragmentation pour soutenir l'ensemble de la famille rurale (Figure 16). La migration des hommes vers les zones urbaines a de plus conduit à une évolution des rôles dans le secteur de l'agriculture, avec les femmes prenant progressivement plus de responsabilités.

26 World Bank. 2012. Inclusion and Resilience. The Way Forward for Social Safety Nets in the Middle East and North Africa. MENA Development Report. World Bank MENA Report 2012

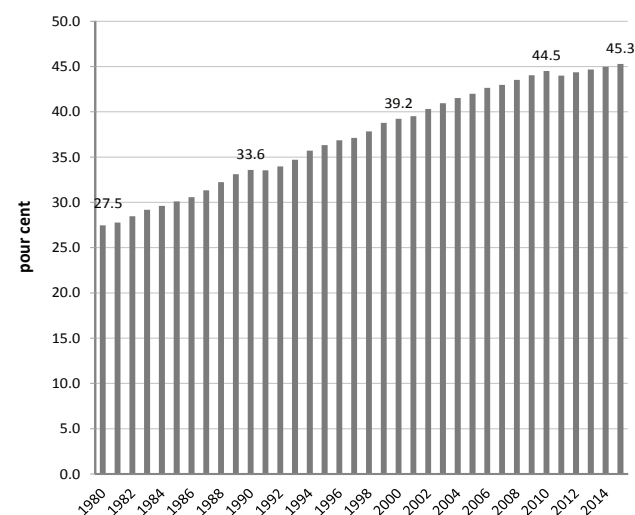
27 Ibid

28 Ibid

29 IFPRI Global Food Security Report 2014–2015

30 IMF 2014

Figure 18: Tendances de la population féminine active dans la région NENA



Source: FAO

Les données pour 14 pays de la région montrent que la participation des femmes dans la main-d'œuvre agricole a atteint 45,3% en moyenne comparé à seulement 27,5% en 1980. Les politiques visant à promouvoir le travail décent quel que soit le sexe, devraient traiter à la fois l'écart en termes de protection sociale entre les zones rurales et urbaines ainsi que la dimension liée au genre.

Les pays de la région doivent poursuivre les processus de réforme de leurs filets de sécurité alimentaires et de leurs systèmes de sécurité sociale, afin de protéger spécifiquement les populations les plus vulnérables à travers un recours plus accru aux transferts monétaires, conditionnel et non-conditionnel, et d'améliorer le ciblage, y compris les ciblage géographique des pauvres dans les zones rurales et urbaines. La réforme de la protection sociale doit faire partie d'un programme global de réduction de la pauvreté qui promeut une croissance économique inclusive et des conditions de travail décentes, en particulier pour les jeunes dans les zones rurales et urbaines.

L'utilisation de la nourriture: faire face au triple fardeau de la malnutrition

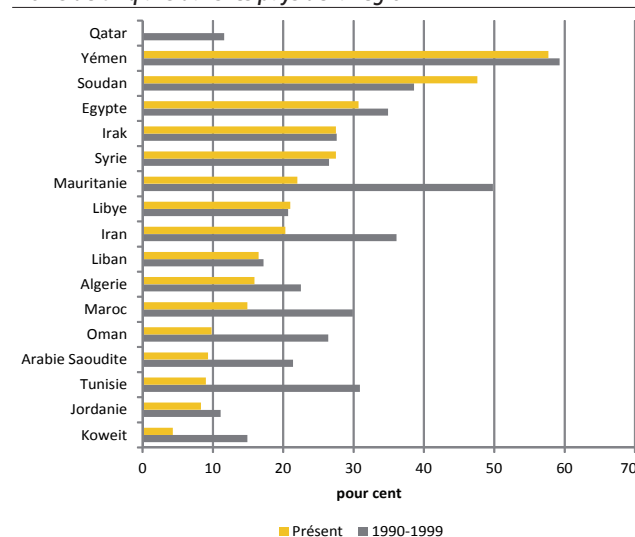
Comme indiqué précédemment, la disponibilité alimentaire dans la région NENA a connu des améliorations remarquables au cours des vingt dernières années. Néanmoins, la nutrition n'a pas enregistré d'améliorations comparables dans la majorité des pays. À l'instar d'autres pays dans le monde, les pays de la région ont traversé une transition difficile dans leurs systèmes agricoles et alimentaires ainsi que dans l'état nutritionnel et la santé de la population; le résultat étant un «triple fardeau de la malnutrition», où la sous-alimentation coexiste avec la surnutrition et les carences en micronutriments.

La malnutrition chez les enfants a diminué mais reste néanmoins élevée

Pour la région dans son ensemble, la malnutrition chronique chez les enfants, mesurée par le retard de croissance, s'élève à 24,3%, ce qui est considéré de gravité moyenne selon les normes de l'OMS³¹. Toutefois, des variations existent entre les pays et les sous-régions, avec les pays du Machrek enregistrant un taux de 20,4%, les pays du Maghreb, un taux de 15% et le CCG, un taux de 8% tandis que le Soudan et le Yémen ont enregistré des taux très élevés de plus de 40%.

Comme indiqué précédemment, des progrès significatifs ont eu lieu au cours des deux dernières décennies pour réduire le retard de croissance dans plusieurs pays tels qu'Oman, la Mauritanie, le Maroc, la Tunisie et l'Arabie Saoudite. En général, la prévalence élevée de l'insuffisance (calorique) de la nourriture est associée à une forte prévalence du retard de croissance chez les enfants, mais n'est pas le seul facteur déterminant. Par exemple, l'Égypte a connu une augmentation remarquable de l'apport calorique alimentaire au cours des dernières années et en même temps des niveaux élevés de retard de croissance (Figure 19). L'Arabie Saoudite a connu une amélioration significative de ses normes nutritionnelles à la suite du lancement d'une série d'initiatives visant à améliorer les régimes alimentaires de la population afin de réponse à l'épidémie de diabète dans le pays.

Figure 19: Prévalence de retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans dans les pays de la région NENA



Source: World Development Indicators

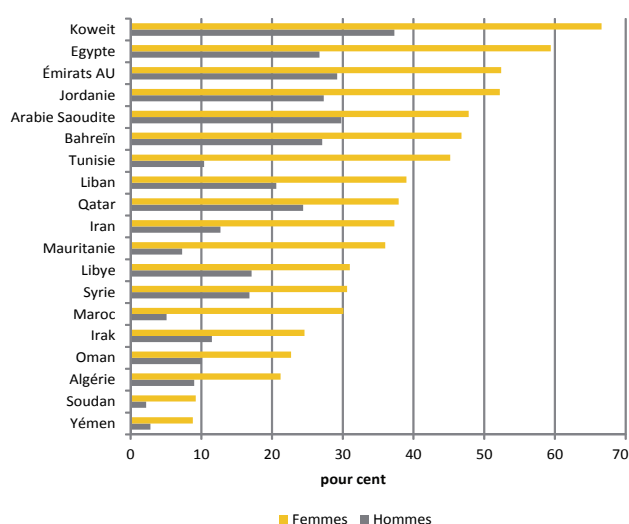
Le surpoids et l'obésité ont augmenté dans tous les pays

À l'autre extrémité du spectre de la malnutrition, la prévalence de surpoids et de l'obésité a grimpé en flèche au cours des deux dernières décennies (Figure 20). Cinq pays de la région NENA

³¹ Gravité de la malnutrition selon le retard de croissance: Faible (moins de 20%); Moyen (20-29%); Élevé (30-39%); Très Élevé (égal ou supérieur à 40%)

Figurent parmi les dix premiers mondiaux en termes d'obésité. La moyenne régionale s'élève à 23,6%, alors que la moyenne mondiale est de 11,7%. Les pays du Machrek enregistrent un taux d'obésité de 28,4%, les pays du Maghreb de 19,2% et le CCG de 34,4%. La prévalence de l'obésité et du surpoids augmente dans presque tous les pays, même dans ceux à faible revenu où elle coexiste avec des taux élevés de sous-nutrition et de carences en micronutriments. L'obésité chez les femmes est considérablement plus élevée que chez les hommes, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, où celle-ci est environ le double de celle des hommes.

Figure 20: Prévalence de l'obésité chez les adultes (+15) par sexe dans les pays de la région NENA, 2010

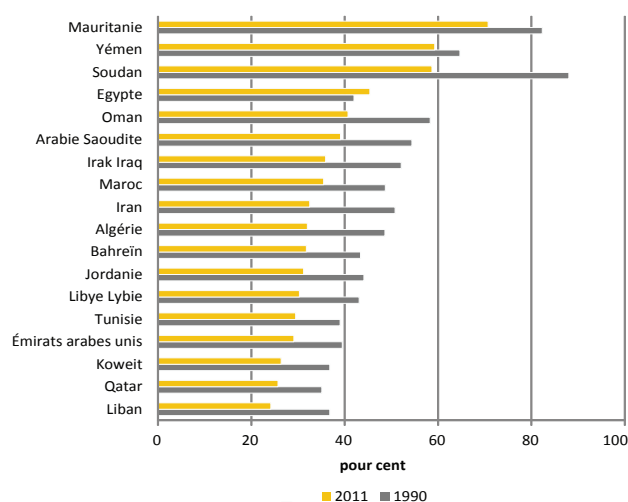


Source: www.who.int/infobase

Anémie et autres carences en micronutriments

L'anémie est la principale carence nutritive dans la région chez les enfants, les femmes enceintes et les femmes en âge de procréer (Figure 21). Un tiers de la population dans la région est anémique, et les progrès enregistrés dans la réduction des taux d'anémie chez les enfants depuis les années 1990 ont été bien lents. Les taux varient de 24,2% au Liban à 70,7% en Mauritanie pour les enfants de moins de 5 ans. Dans les régimes alimentaires constitués essentiellement de céréales de base ou de plantes-racines, il est possible de consommer suffisamment de calories sans obtenir les micronutriments en quantités suffisantes, ces derniers étant majoritairement présents dans les fruits, les légumes et les protéines d'origine animale. Le problème est également renforcé par les habitudes alimentaires (par exemple, boire du thé en mangeant) et les modes d'alimentation. Par exemple, les légumineuses et les céréales, qui sont les principaux aliments de base des ménages pauvres, contiennent souvent des facteurs antinutritionnels qui inhibent l'absorption des micronutriments essentiels, en particulier le fer et le zinc.

Figure 21: Prévalence de l'anémie chez les enfants de moins de cinq ans dans les pays de la région NENA



Source: World Development Indicators

Les pays de la région NENA doivent faire de la nutrition un objectif central de leur politique

Les pays de la région NENA doivent mettre la nutrition au centre de leur politique de sécurité alimentaire. Davantage d'efforts et de ressources doivent être alloués à la construction d'une base de données probante pour mieux comprendre les liens entre la pauvreté, l'insécurité alimentaire, la productivité alimentaire et les habitudes alimentaires nationale. Les pays doivent adopter et mettre en œuvre des stratégies intégrées et multisectorielle de long terme pour la sécurité alimentaire et la nutrition, avec des objectifs mesurables, des ressources adéquates et un cadre institutionnel et de gouvernance solide.

Un soutien adéquat doit être fourni à l'agriculture familiale et à la promotion de modes de culture plus diversifiés avec un accent sur les cultures riches en micronutriments, en particulier les fruits et les légumes, dans tous les pays de la région NENA. Les programmes de subvention alimentaire doivent être révisés afin d'inclure moins d'aliments riches en calories et plus d'aliments riches en nutriments, en particulier dans les régions pauvres. Afin de freiner l'augmentation de l'obésité, les pays de la région doivent mettre en place des cadres réglementaires pour pousser l'industrie alimentaire à se conformer aux exigences internationales en matière de santé comme le fait de limiter le sel, le sucre et les acides trans-gras et de rendre l'étiquetage nutritionnel obligatoire. En outre, une politique pour lutter contre la suralimentation et la sous-alimentation exige des campagnes d'éducation nutritionnelle ciblées dans les écoles et les collectivités afin d'améliorer les connaissances des consommateurs, notamment par rapport à ce qui constitue un régime alimentaire nutritif.

La stabilité de l'approvisionnement alimentaire : Renforcer la résilience aux crises et aux chocs dans la région NENA

L'insécurité alimentaire dans la région est principalement un problème de stabilité d'approvisionnement alimentaire. La région NENA a été affectée par des chocs récurrents, d'origine naturelles ou humaines notamment une prévalence élevée des conflits et des crises prolongées; les impacts du changement climatique y compris l'incidence fréquente des sécheresses et des crues soudaines; une forte exposition à la volatilité des prix internationaux des denrées alimentaires ainsi que de fréquentes épidémies et maladies transfrontières dévastatrices d'animaux et de plantes.

La présente section passe en revue les menaces principales de la stabilité de l'approvisionnement alimentaire de la région et détaille les solutions et les directives pour faire face à ces menaces et favoriser la résilience pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition face aux crises et aux chocs dans la région.

Résoudre les conflits et les crises prolongées dans la région NENA

La région NENA présente actuellement le plus grand nombre et l'intensité la plus élevée des conflits dans le monde. Au cours des dernières années, douze pays de la région ont été victimes d'au moins une forme d'instabilité, y compris des troubles civils, des guerres ou des crises prolongées. Les conflits menacent d'anéantir les progrès réalisés par la région en matière de nutrition et de réduction de la pauvreté durant la dernière décennie, de désarticuler la production alimentaire et le commerce, conduisant à la perte des stocks alimentaires, à l'augmentation des prix des denrées alimentaires, à la perte d'emploi et des revenus existants, à terme, et à la réduction de la production et de l'accès à la nourriture.

L'impact des conflits sur la sécurité alimentaire et la nutrition : la crise en Syrie et ses effets au niveau régional

La crise syrienne est la plus grande crise humanitaire à laquelle le monde a dû faire face depuis la Seconde Guerre mondiale³². L'évolution des indicateurs économiques et sociaux clés du pays montre l'impact dévastateur du conflit sur l'économie ainsi que la transformation progressive qui en résulte (Tableau 5). La perte cumulée du PIB de 2011 à 2013 (en prix constants 2010) a été estimée par ESCWA à environ 70,67 milliards de dollars US et le PIB en 2013 est inférieure à la moitié de ce qu'il aurait été sans le conflit. A mesure l'économie nationale évolue vers une « économie de conflits », les secteurs productifs, le commerce et l'emploi s'effondrent, tandis que l'inflation s'accélère. L'insécurité alimentaire, la pauvreté et l'extrême pauvreté s'intensifient également.

La structure du PIB en Syrie est ainsi en train de subir un changement radical, avec des services gouvernementaux et des activités locales qui augmentent progressivement leur part d'une base d'activités qui se rétrécit³³. Le secteur agricole a été fortement affecté par le conflit et par les conditions climatiques défavorables

en 2013. La valeur ajoutée du secteur s'est contractée de 36% rien qu'en 2013. Pourtant, l'agriculture est encore le deuxième contributeur au PIB et continue à jouer un rôle essentiel en Syrie, où elle est un pilier productif de l'économie, une source de moyens de subsistance et un filet de sécurité économique critique pour les ménages, souvent pauvres, dans les zones rurales et périurbaines.

Tableau 5: Syrie: principaux indicateurs économiques avant et après le conflit

	Unité	2010	2011	2012	2013
PIB réel (prix constants 2010)	Milliard USD	60,19	55,92	40,15	33,45
Variation du PIB	%	3,2	-6,8	-28,2	-16,7
Taux d'inflation	%	4,4	4,8	37,4	89,62
Les exportations nettes	Milliard USD	-6,208	-9,369	-5,374	-0,649

Source: Document de la CESAO sur l'impact des conflits en République Arabe Syrienne, Juin 2014 (Données du FMI, de la Banque Centrale Syrienne et l'Agence Syrienne de Développement et de Promotion des Exportations)

Les effets négatifs du conflit en Syrie, en particulier sur les économies du Liban et de la Jordanie, sont considérables et multiformes. Au Liban, le pays qui entretient les liens historiques, sociaux et économiques les plus étroits avec la Syrie, on estime que la croissance du PIB réel a été réduite de 2,9 points de pourcentage pour chaque année de conflit depuis 2012³⁴, entraînant potentiellement de pertes économiques qui se chiffrent en milliards de dollars ainsi que la perte de milliers d'emplois. En Jordanie, l'augmentation des loyers et la concurrence pour les emplois locaux ont entraîné une baisse des salaires et une augmentation des tensions sociales suite à l'afflux de plus de 600 000 déplacés Syriens. Selon l'ONU, près de 1,2 millions de Syriens étaient réfugiés au Liban en 2014, et le nombre pourrait s'élever à 1,6 millions en 2015. L'afflux de réfugiés au Liban et en Jordanie a mis une pression sans précédent sur les services sociaux, les infrastructures et les institutions des économies locales avec d'immenses effets déstabilisateurs.

Le conflit syrien aura probablement des répercussions durables sur la sécurité de l'alimentation et de la nutrition en Syrie et sur toute la population syrienne réfugiée dans les pays voisins. S'ajoute à cet impact à court terme, l'accroissement du nombre de personnes qui nécessitent une aide alimentaire; le conflit est en train d'éroder la résilience communautaire, exposant ainsi les membres vulnérables de la société, plus particulièrement les enfants, à une malnutrition aiguë, au retard de croissance et une carence en micronutriments. Une série de rapides processus d'évaluation, dirigée par les Nations Unies et leurs partenaires entre mars et juillet 2014 dans 13 gouvernorats en Syrie, montre un accroissement significatif de la malnutrition aiguë sévère (MAS) et de la malnutrition aiguë globale (MAG) dans la plupart des gouvernorats du pays. En plus de répercussions de la

³² ECHO Syria Fact Sheet 2015

³³ Syria Center for Policy Research UNDP/UNRWA. March 2015

³⁴ World Bank/UN Lebanon Economic and Social Impact Assessment of the Syria Conflict. September 2013

malnutrition à long terme sur le développement intellectuel des enfants, l'avenir de ses enfants est aussi entravé par l'augmentation du décrochage scolaire³⁵. Le nombre d'enfants non-scolarisés en Syrie est passé de 1 million en 2012 à 2,3 millions à la fin de 2014. De plus, parmi les réfugiés syriens, environ 50% de 950 000 enfants en âge d'être inscrits dans les écoles en Égypte, Irak, Jordanie, Liban et Turquie sont non-scolarisés.

En fait, bien que le conflit syrien et la crise des réfugiés qui en ont découlé aient suscité une forte réponse humanitaire de la part de la communauté internationale, cette mobilisation n'a pas pu répondre aux besoins sans cesse grandissants de réfugiés. Les appels consolidés (lancés par les Nations-Unies) pour la crise syrienne sont parmi les plus importants de l'histoire, passant de 1,2 milliards de dollars en 2012 à 4,4 milliards en 2013, 6,5 milliards en 2014 et 8,5 milliards en 2015. Toutefois, le total des fonds reçus dépasse tout juste 50% des besoins pour les années 2012 à 2014. Cet écart se traduit par des besoins non couverts à court terme et une diminution de la capacité de résilience qui compromet le développement des personnes et des communautés, à long terme.

Des développements négatifs similaires ont déjà eu lieu dans les autres pays affectés par les conflits, notamment en Irak, au Yémen, en Cisjordanie et à Gaza, devenant à la fois une cause et une conséquence d'une crise profondément enracinée dans la durée.

Instabilité politique et transition vers la démocratie

Plusieurs autres pays de la région, comme l'Égypte, la Libye, la Tunisie et le Yémen ont connus des transitions politiques dans lesquels l'instabilité politique a affecté négativement la confiance des investisseurs et le développement socio-économique. En Égypte et en Tunisie, le PIB augmentait respectivement à un taux moyen annuel de 5% et 4,5%, entre 2000 et 2010³⁶ soutenu par des investissements étrangers et domestiques élevés³⁷. Mais, la croissance n'a été que de 2%,³⁸ dans les deux pays au cours de la période 2011- 2013 en raison de la diminution des activités économiques, y compris du tourisme. Ceci a eu un impact négatif sur l'emploi, en particulier chez les jeunes, entraîné des disparités de revenu rural-urbain^{39,40} et a affecté les prix des denrées alimentaires. En Égypte, la pauvreté est passée de 19,6% en 2004-2005, à 21,6% en 2008-2009 et à 25,2% en 2010-2011⁴¹.

Les développements récents devraient mener à des perspectives économiques plus positives pour les deux pays, qui devront néanmoins continuer à faire face aux effets indirects des conflits et de la violence dans leur voisinage immédiat.

Les situations politiques au Yémen et en Libye se sont encore dégradées en 2014 et 2015. En Libye, la sécurité alimentaire n'a pas encore été touchée de façon significative, alors que cette dernière s'est rapidement détériorée au Yémen;

reflétant la faible capacité de résilience du pays et sa forte dépendance aux importations et à l'aide alimentaire.

Un cadre de résilience pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les conflits et les crises prolongées

S'ils ne sont pas traités à temps, les conflits, les troubles civils et les chocs répétés finissent par éroder le capital social national, les institutions et les fondements de l'économie; ouvrant la voie à des cycles répétés de violence et de crises prolongées⁴². La Banque Mondiale a estimé que cela prend de 15 à 25 ans pour se relever des crises prolongées; les situations majeures des réfugiés durent en moyenne 20 ans⁴³. Les impacts des crises prolongées sur la sécurité alimentaire ont tendance à être de longue durée et intergénérationnelle⁴⁴.

En même temps, les conflits et les crises prolongées ont montré les limites du système humanitaire international, suscitant de riches et nombreuses réflexions sur les cadres conceptuels, les mécanismes et les réponses adéquates pour traiter les menaces qui découlent de ces crises. L'approche humanitaire à elle seule a prouvé son insuffisance à répondre aux besoins sans cesse grandissants liés aux situations de conflits. Les solutions partielles ne permettent pas d'anticiper et de traiter les vulnérabilités à long terme, en particulier les impacts des différents risques, générés par une crise particulière, sur les communautés, les institutions et sur le système économique social dans son ensemble. La sécheresse par exemple, suscite souvent des conflits locaux qui peuvent avoir des conséquences économiques et sociales sur le plan national. Un grand afflux de réfugiés peut aussi affecter défavorablement l'équilibre local, national, économique et social du pays-hôte.

Il est maintenant largement admis que pour faire face aux crises en situation de conflit et à leurs effets sur la sécurité alimentaire et la nutrition, il faut une approche holistique et anticipative, fondée à chaque fois sur une analyse de vulnérabilité et du paysage souvent dynamique des risques⁴⁵ propres à chaque situation. Comprendre les origines et les facteurs de déclenchement de la violence et des crises prolongées dans la région ainsi que leurs conséquences est essentiel pour renforcer la résilience et y faire face. Dans ce contexte, bâtir la résilience devrait avoir pour but d'aider les individus, les communautés, les institutions et les États à absorber, s'adapter et se transformer pour faire face aux chocs. L'approche de la résilience offre un cadre cohérent pour traiter de manière intégrée, et dans la durée, les différentes causes de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté, et pour combler le fossé entre l'humanitaire et le développement.

Bâtir la résilience pour renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition face aux conflits et aux crises prolongées nécessite des actions au travers des quatre dimensions suivantes: i) mettre en place un système d'information et d'analyse permettant

35 Sources: 2013 and 2014 Syrian Humanitarian Response Plan/SHARP; 2015 Syrian Arab Republic Strategic Response Plan/SRP; 2015 Regional Refugee and Resilience Response Plan/3RP UN

36 World Bank data bank

37 World Bank Middle East and North Africa region. A Regional Economic update, May 2011

38 Ibid

39 IMF Regional Economic Outlook, Update 2014

40 World Bank Country Profile, Tunisia 2013

41 IFPRI and WFP report "Tackling Egypt's Rising Food Insecurity in a Time of Transition". Joint IFPRI/WFP Policy note May 2013

42 World Development Report. Conflict, Security and Development. World Bank 2011

43 Future Humanitarian Financing 2015: Looking Beyond the Crisis

44 Rapport de Développement Mondial : «Conflits, sécurité et développement», Banque Mondiale, 2011

45 OECD States of Fragility 2015. Paris

d'appréhender les liens entre la vulnérabilité, l'insécurité alimentaire, les chocs et les crises prolongées; iii) l'élaboration de cadres de réponses stratégiques de résilience pour atténuer l'impact des conflits et des crises prolongées sur la sécurité alimentaire et la nutrition; iv) l'initiation d'une coopération régionale pour la résolution des conflits dans la région NENA, dans la mesure où ceux-ci s'étendent au-delà des frontières nationales afin de réduire les vulnérabilités, atténuer les risques et bâtir des réponses collectives; et v) la mise en place d'institutions solides, inclusives et redevables dédiées à l'éradication de la faim et la pauvreté rurale.

Réduire l'exposition à la volatilité du marché international et aux chocs externes

La dépendance élevée et croissante aux importations de produits alimentaires de base rend les pays de la région NENA très vulnérables à la volatilité des prix internationaux des denrées alimentaires (vulnérabilité aux prix) et à des restrictions d'approvisionnement alimentaire mondial (vulnérabilité à la quantité)⁴⁶. L'augmentation de la part de la facture des importations alimentaires par rapport au total des recettes d'exportation de marchandises est une préoccupation majeure pour la plupart des pays de la région, où la capacité à importer des produits alimentaires est une composante essentielle de la sécurité alimentaire durable au niveau national. Le degré de vulnérabilité des pays face aux hausses brutales des prix alimentaires dépend de la situation des comptes courants et du niveau de dépendance aux importations alimentaires. Les pays de la région présentent des profils de vulnérabilité différents (Figure 22). Par exemple, ceux avec des ratios de dépendance élevés aux céréales et des déficits des comptes courants, sont les plus vulnérables aux chocs des prix. Les pays membres du CCG d'un autre côté, sont fortement tributaires des importations de produits alimentaires, mais ont les moyens d'acheter de la nourriture et sont donc moins vulnérables aux chocs de prix. Néanmoins, ils sont hautement vulnérables aux restrictions à l'exportation de céréales.

Les gouvernements de la région ont mis en place une série de mesures à court terme pour atténuer l'impact de la flambée des prix mondiaux des produits alimentaires au cours des dernières années. Ces mesures comprennent des dérogations tarifaires, le contrôle des prix, des subventions et des augmentations salariales. Toutes ces mesures ont considérablement accru la pression sur les finances publiques. Au cours de la dernière décennie, la facture des importations alimentaires a considérablement augmenté dans tous les pays de la région. Entre 2005 et 2011, la valeur des importations de blé a bondi de plus de 200% en Égypte, en Jordanie, en Tunisie et au Yémen. Bien que les prix internationaux des denrées alimentaires aient récemment connu des baisses significatives⁴⁷, ces derniers devraient se stabiliser à moyen terme à des niveaux qui restent au-dessus de la période pré-2008, alors que les prix de la viande, des produits laitiers et du poisson

devraient continuer à augmenter⁴⁸.

À la lumière de la haute dépendance de la région vis-à-vis des importations alimentaires, les décideurs de la région accordent une plus grande attention à l'adoption de mesures plus efficaces et durables pour répondre aux augmentations anticipées des prix internationaux des denrées alimentaires à long terme ainsi qu'à l'accroissement de la volatilité des prix. Plusieurs pays de la région comptent sur l'expansion de leur capacité de stockage de grain et la considèrent comme un instrument de politique clé pour traiter la volatilité des prix des denrées alimentaires. En 2010, la capacité de stockage globale dans la région correspondait en moyenne à six mois de consommation, mais plusieurs pays - en particulier les pays du CCG - prévoient d'augmenter leur capacité de stockage de céréales pour accueillir les réserves de blé qui puissent durer au moins un an⁴⁹. Cependant, en plus des coûts d'investissement initiaux de construction des silos, le maintien de stocks stratégiques s'avère coûteux avec un coût moyen de 2,15 dollars US par tonne par mois⁵⁰.

Plusieurs pays ont lancé des programmes ambitieux pour accroître leur autosuffisance céréalière par des investissements publics dans l'irrigation, la mise en valeur des terres, l'amélioration de la productivité et des subventions aux producteurs⁵¹. Bien que ces pays puissent avoir un bon potentiel pour augmenter leur production nationale de céréales, ils sont handicapés par des ressources naturelles rares et des budgets publics limités par rapport à ce qui serait nécessaire pour maintenir les subventions aux producteurs et les investissements prévus.

Pour corriger les vulnérabilités induites par la forte dépendance au marché international et l'écart alimentaire croissant, les pays de la région doivent mettre en œuvre une combinaison d'options politiques adéquates. Il s'agit notamment de:

- i) augmenter la production alimentaire autant que possible;
- ii) construire de réserves et des bâtiments de stockage alimentaire;
- iii) réduire les pertes alimentaires et moderniser la chaîne d'importation de produits alimentaires;
- iv) promouvoir des instruments financiers pour se couvrir contre les fluctuations des prix;
- v) sécuriser des sources d'approvisionnement à long terme pour les céréales; et
- vi) promouvoir la collaboration régionale.

Renforcer la résilience face aux catastrophes naturelles

Les catastrophes naturelles constituent les principales sources de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire dans la région. Il s'agit notamment des sécheresses, des inondations, de la désertification et des complications qui découlent du changement climatique.

48 FAO-OECD Agricultural Outlook (2014-2023)

49 The World Bank and FAO. 2012. The Grain Chain: Food Security and Managing Wheat Imports in Arab Countries. Washington, DC: The World Bank

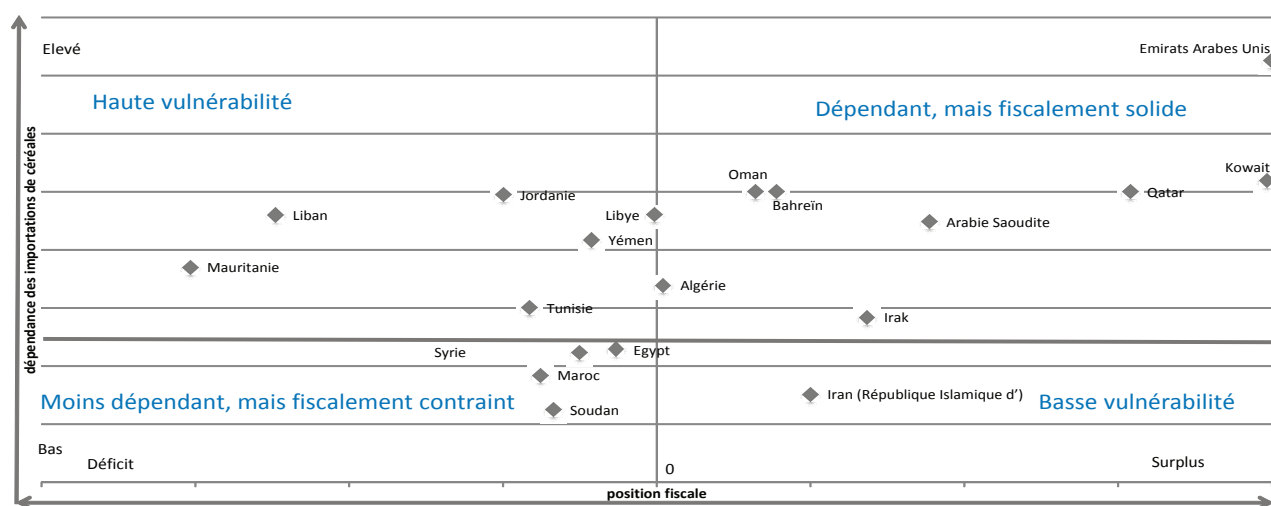
50 Larson, D., J. Lampietti, C. Gouel, C. Cafiero and J. Roberts. 2012. Food Security and Storage in the Middle East and North Africa. Policy Research Working Paper 6031. Washington, DC: The World Bank

51 Des exemples comprennent le Plan Maroc Vert en Maroc, la Politique du renouveau rural et agricole en Algérie, et le Sustainable Agriculture Development Strategy (SADS-2030) en Égypte

46 World Bank/FAO/IFAD. Improving Food Security in Arab Countries. World Bank 2009

47 L'indice FAO des prix a chuté à 179 en février 2015, contre un pic de 230 en 2011

Figure 22: Déficit du compte courant et dépendance par rapport aux importations de céréales



Source: FAOSTAT, Banque Mondiale, IDM *Note:* 1/ La dépendance sur les importations céréalières signifie: les Importations nettes de céréales / consommation totale de céréales et se référer aux données FAOSTAT 2011. 2/ Solde du compte courant est la somme des exportations nettes de biens et services, le revenu primaire net et le revenu secondaire net. Il est exprimé comme % du PIB. Ils ont été établis à partir des données IDM (Indicateurs de Développement Mondial) et se réfèrent à 2013

Les catastrophes naturelles causent beaucoup de souffrances, appauvrissent la base de ressources naturelles, endommagent les infrastructures et accroissent la pauvreté. La sécheresse, la catastrophe la plus fréquente et dommageable dans la région, provoque entre-autres une grave pénurie d'eau, de mauvaises récoltes, la sous-alimentation, la dégradation des sols, l'épuisement du fourrage ainsi que la mortalité du bétail à grande échelle. L'augmentation du chômage, la vente désespérée d'actifs productifs et l'émigration qui s'ensuivent mettent à rude épreuve la capacité du secteur agricole à tendre vers une agriculture et un développement rural durable. Au cours de la dernière décennie, des sécheresses pluriannuelles consécutives ont eu lieu dans plusieurs pays de la région.

L'impact du changement climatique aggrave la rareté des ressources naturelles de la région. Selon la dernière évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la région NENA est une des régions du monde les plus vulnérables au changement climatique. Les projections indiquent que le rythme d'accroissement de la production agricole va ralentir au cours des prochaines décennies, et pourrait commencer à diminuer après 2050. La hausse du niveau de la mer d'environ 0,1 à 0,3 mètre est prévue d'ici à 2050, ce qui signifie que des zones tels que le delta du Nil devra composer avec l'intrusion saline de la mer. En outre, il a été démontré que les sécheresses augmentent l'exode rural dans la région et, dans la majorité des cas, dans les milieux ruraux, les femmes ont tendance à être plus vulnérables que les hommes.

Alors que le nombre absolu de catastrophes naturelles dans le monde a presque doublé depuis les années 1980, leur nombre moyen dans la région NENA a quasiment triplé au cours de la même période⁵². Les sécheresses ont frappé de façon récurrente

la région, causant d'importantes pénuries d'eau, des pertes économiques avec des répercussions sociales négatives. Les inondations ont été la catastrophe la plus récurrente enregistrée au cours des 30 dernières années (1981-2011), représentant environ 53% du nombre total de catastrophes.

Avec plus de 70% de la superficie totale de la région NENA composée de désert et de terres arides, les catastrophes accélèrent le processus de dégradation des terres et la désertification. Plus de 50% de la superficie totale des terres de la région est en danger d'être totalement ou partiellement perdue à la désertification ou la dégradation des terres. L'irrigation a contribué à la dégradation d'un grand pourcentage de terres irriguées de par la salinisation secondaire.

La Ligue des États Arabes a adopté une stratégie de réduction des risques de catastrophes (RRC) et a lancé la plate-forme régionale pour la RRC. Une telle plate-forme bénéficiera des progrès de la technologie de l'espace (par exemple, la télédétection par satellite), la modélisation du climat et des méthodologies d'évaluation des risques. Celles-ci sont utilisées pour développer un système de surveillance et d'alerte précoce pour servir les pays dans leur préparation et réponse face aux catastrophes naturelles. Les pays doivent adopter des cadres nationaux de RRC, construire des systèmes d'alerte précoce fiables, renforcer la capacité de réponse des institutions en charge de la RRC et mettre en œuvre des mesures à long terme d'atténuation et d'adaptation aux catastrophes. La priorité devrait être donnée à cet égard à la gestion des risques de sécheresse et à la mise en œuvre de programme d'une agriculture intelligente face au climat.

52 World Bank 2014

Renforcer la résilience face aux crises de la chaîne alimentaire

Les maladies animales transfrontalières, les ravageurs des plantes et les zoonoses ainsi que les événements impactant la sécurité sanitaire des aliments ont longtemps affecté le bétail et la production agricole dans la région NENA, réduisant la disponibilité en nourriture et nuisant à sa qualité. Historiquement, les maladies animales et les ravageurs des plantes - y compris leur introduction, établissement, résurgence et épidémies - ont donné lieu à de graves problèmes alimentaires, soit directement par le biais de baisses de rendement des cultures vivrières et de la perte des animaux (ou de transmissions aux humains), ou indirectement par le biais de la réduction des rendements des cultures commerciales, de la conversion alimentaire inefficace et de la perte de confiance des consommateurs. Les facteurs de changement climatique ont encore aggravé la situation.

Ravageurs et maladies des végétaux : l'expérience réussie des Commissions régionales de lutte contre le criquet pèlerin

La région NENA est sujette à un certain nombre de ravageurs et de maladies des plantes tels que la rouille du blé, les mouches des fruits et la pyrale de la tomate. Parmi ceux-ci, le criquet pèlerin (Desert Locust, DL) est l'une des espèces les plus destructrices de criquets et peut envahir une zone s'étendant de la côte Atlantique de l'Afrique à la frontière indo-pakistanaise, et de la Méditerranée à l'Équateur. Il constitue une menace immédiate à la production agricole des cultures, à la sécurité alimentaire et à la nutrition ainsi qu'aux moyens d'existence des populations. Les pays touchés par les criquets dans la région sont l'Algérie, l'Égypte, la Mauritanie, le Maroc, Oman, l'Arabie Saoudite, le Soudan, la Tunisie et le Yémen.

La gestion des risques et la préparation, grâce à des investissements dans les systèmes d'alerte précoce, le renforcement des capacités des institutions nationales, la planification d'urgence, et la collaboration régionale s'avèrent cruciaux. C'est le but des deux Commissions Régionales de lutte contre le criquet pèlerin (Regional Desert Locust Commissions) de la FAO: la Commission de Lutte Contre le Criquet Pèlerin dans la Région Centrale (CRC)⁵³ et la Commission de Lutte Contre le Criquet Pèlerin dans la Région Occidentale (CLCPRO)⁵⁴.

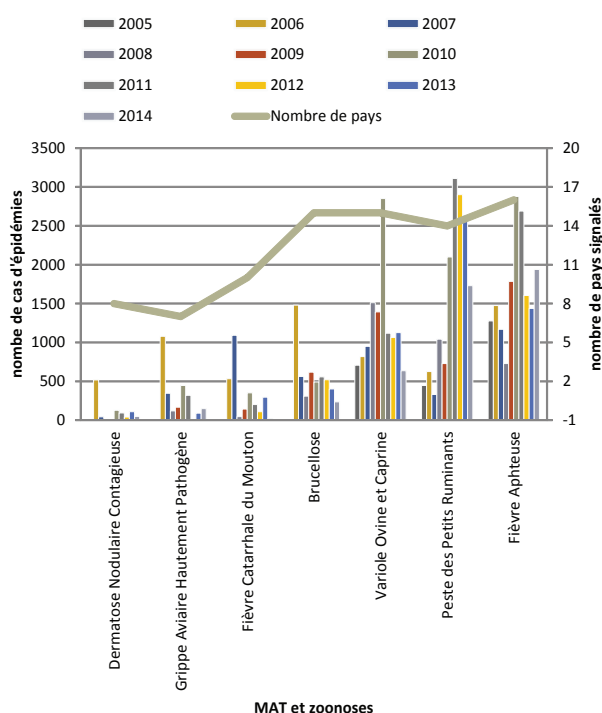
L'impact positif de la collaboration régionale pour la gestion des risques de criquets pèlerins et la préparation est illustrée par les coûts d'intervention différenciés dans la région centrale et en Afrique du Nord-Ouest au cours d'une recrudescence de criquets pèlerins en 2003-2005. Dans la région centrale, où les efforts de préparation sont bien engagés, le coût de la réponse s'élevait à 7 millions de dollars US. En revanche, et en l'absence de systèmes de prévention, le coût total de la réponse en Afrique du Nord-Ouest a été estimé à plus de 400 millions de dollars US. Notant que le coût annuel de la lutte préventive dans la région

de l'Ouest est de 3,3 millions de dollars US, cela signifie que les dépenses engagées pour le contrôle de la recrudescence majeure de 2003-2005 dans la Région de l'Ouest auraient financé plus de 100 années de prévention.

Lutter contre les maladies animales transfrontières et les zoonoses

Les maladies animales transfrontières (MAT) et les zoonoses donnent lieu à de graves crises de la chaîne alimentaire à travers les pertes de productivité et la mort d'animaux, la perturbation des échanges commerciaux d'animaux et de leurs produits. La transmission aux humains, avec parfois de graves conséquences sanitaires au niveau international, constitue également un risque. La perte de confiance des consommateurs se traduit par un impact à long terme sur le secteur car elle réduit l'accès au marché et la disponibilité des denrées alimentaires d'origine animale. L'analyse des MAT et des zoonoses, déclarée officiellement par les pays à l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE) et devenues endémiques dans certains pays de la région au cours de la dernière décennie comprend: la fièvre aphteuse (FA), la peste des petits ruminants (PPR), la variole caprine et ovine (PSC), la brucellose, la fièvre catarrhale du mouton, la grippe aviaire hautement pathogène (IAHP) et la dermatose nodulaire (LSD) (Figure 23).

Figure 23: Flambées annuelles de MAT et zoonoses dans la région NENA, 2005-2014



Source: OIE-WAHID, 2015. Base de données mondiale d'informations sanitaires. <http://www.oie.int/wahis/public.php?page=home>

53 CRC couvre Djibouti, l'Égypte, l'Érythrée, l'Éthiopie, l'Oman, l'Arabie Saoudite, le Soudan et le Yémen

54 CLCPRO couvre l'Algérie, le Burkina Faso, le Tchad, la Lybie, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et la Tunisie

Les épidémies de MAT et de zoonoses se produisent fréquemment dans la région et sont généralement sous-déclarés. Les conflits, les crises prolongées et les troubles dans certains pays de la région ont de graves répercussions sur les services vétérinaires et les programmes de lutte contre les maladies. Ces problèmes, avec le mouvement incontrôlé des animaux et des produits en raison de la faiblesse des systèmes de quarantaine et des contrôles aux frontières, facilitent la propagation des maladies animales transfrontalières et l'émergence de zoonoses.

Les exemples récents sont la propagation de LSD (Moyen-Orient), de la FA (incursion de nouvelles souches, par exemple le virus aphteux-SAT2 en Égypte et le virus souche O-ind2001 en Libye, Tunisie et Algérie) et l'IAHP (en Libye, Cisjordanie et dans la bande de Gaza) dans la région et l'émergence de nouveaux syndromes du corona virus respiratoire du Moyen-Orient (MERS du Moyen Orient).

Le renforcement de la résilience face aux menaces des maladies animales transfrontières et à leur impact négatif sur la sécurité alimentaire et la nutrition exige des efforts régionaux concertés dans les domaines suivants: i) le partage des informations sur le statut des maladies animales transfrontalières et les zoonoses dans les pays; ii) l'investissement dans le renforcement des capacités des services vétérinaires, des laboratoires vétérinaires et des systèmes de surveillance; iii) le renforcement des capacités de prévision des maladies animales, la détection précoce et l'analyse des risques à l'importation; iv) l'amélioration de la couverture vaccinale contre les principales maladies animales transfrontalières et les zoonoses; v) l'amélioration de la collaboration et de la coordination multisectorielles et intersectorielle sous l'égide de l'initiative « One Health »; vi) l'harmonisation de la production animale et les efforts de lutte contre la maladie aux niveaux national et régional; et vii) le soutien à la mise en œuvre de stratégies régionales et de programmes régionaux.

Perspective d'avenir : appel pour une stratégie globale et pour un engagement collectif visant à l'éradication de la faim

La région NENA fait face à un ensemble de défis entremêlés et complexes sur la voie de la sécurité alimentaire. Au-delà des défis traditionnels de la fragilité des ressources naturelles et de la croissance rapide de la population, la région est confrontée à des défis de nutrition uniques, à un nombre croissant de conflits et des crises, ayant pour conséquences d'importantes populations de réfugiés entraînant des pressions énormes sur la sécurité alimentaire globale de la région.

Il n'y a pas de solutions aisées face à ces défis. Il est, cependant, de plus en plus reconnu qu'il existe des moyens efficaces pour en atténuer les conséquences à court terme, et que le temps est venu pour les pays de travailler ensemble sur des solutions durables, pour le long terme. Ce panorama régional identifie un ensemble de solutions qui, prises ensemble, pourraient aider les pays à améliorer significativement leur situation de sécurité alimentaire et de nutrition.

A cet égard, le rapport met en avant dix recommandations majeures:

- i) la réduction de la pression démographique;
- ii) l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation de l'eau dans l'agriculture;
- iii) l'amélioration de la productivité des petits exploitants ;
- iv) l'exploitation des avantages comparatifs de la région dans certaines cultures à haute valeur;
- v) la stimulation de la croissance du secteur de la pêche;
- vi) libérer le potentiel de l'économie de l'élevage;
- vii) la réforme et l'amélioration des systèmes de protection sociale afin de mieux aider les populations pauvres et vulnérables, de préférence dans le contexte d'une stratégie globale de réduction de la pauvreté;
- viii) l'élévation de la nutrition au premier rang des priorités dans l'agenda de la sécurité alimentaire de la région;
- ix) la réduction de l'exposition à la volatilité des marchés internationaux et
- x) la promotion d'une réponse collective pour renforcer la résilience contre les chocs et les crises.

Ces propositions doivent être mises en œuvre de façon différenciées, en prenant en considération les spécificités qui prévalent dans chacun des divers pays composant la région. Et plus important encore, elles doivent s'inscrire dans le cadre d'un engagement et d'une entreprise régionale collective visant l'éradication de la faim et de la malnutrition dans l'ensemble de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord.

Références bibliographiques

1. Alston, J.M., Chan-Kang, C., Marra, M.C., Pardey, P.G., and Wyatt, T.J. 2000. A meta-analysis of rates of return to agricultural R&D: Ex Pede Herculem. Washington, D.C.: International Food Policy Research Institute.
2. AOAD (Arab Organization for Agricultural Development). 2007. Arab Agricultural Statistical Yearbook. Khartoum, Sudan: Arab Organization for Agricultural Development.
3. ECHO. 2015. Syria Crisis Fact Sheet.
4. FAO. 2011. Global food losses and food waste - Extent, causes and prevention. Rome. Available at <http://www.fao.org/docrep/014/mb060e/mb060e.pdf>
5. FAO 2011. Mapping supply and demand for animal-source foods to 2030, <http://www.fao.org/docrep/014/i2425e/i2425e00.pdf>
6. FAO Fishery Statistical Yearbook. 2014.
7. FAO. NENA Regional Water Scarcity Initiative: Towards a collaborative regional strategy on sustainable agriculture management for food security and nutrition. FAO Regional Office for the Near East and North Africa. 2014.
8. FAO. Rome 2014. State of Food Insecurity in the World (SOFI).
9. FAO Statistic. 2014.
10. FAO Regional Office for the Near East and North Africa. 2014. Food Security and Nutrition Strategy Paper for the Near East Regional Conference (NERC-32).
11. FAO. Rome 2015 (forthcoming). State of Food Insecurity in the World (SOFI).
12. Future Humanitarian Financing 2015: Looking Beyond the Crisis.
13. Ghanem, H. 2013. Regional and Rural Development to Support Egypt's Democratic Transition. Brookings Institution.
14. Harrigan, J. 2011. Food Security in the Middle East and North Africa (MENA) and Sub-Saharan Africa: A Comparative Analysis. Technical Report.
15. IFPRI (International Food Policy Research Institute). 2014-2015 Global Food Policy Report". <http://www.ifpri.org/sites/default/files/gfpr/2015/index.html>
16. IFPRI and WFP. May 2013. Tackling Egypt's Rising Food Insecurity in a Time of Transition. Joint IFPRI/WFP Policy Note.
17. ILO, Decent Work Programme for Promoting Decent Work for All. 2015. <http://www.ilo.org/global/topics/decent-work/lang-en/index.htm>
18. IMF (International Monetary Fund). 2014. Subsidy Reform in the Middle East and North Africa: Recent Progress and Challenges Ahead. Washington, D.C.
19. IMF. 2014. Regional Economic Outlook, Update.
20. The Lancet Series. <http://www.thelancet.com/series/maternal-and-child-nutrition>
21. Larson, D., Lampietti, J., Gouel, C., Cafiero C. and Roberts, J. 2012. Food Security and Storage in the Middle East and North Africa. Policy Research Working Paper 6031. Washington, D.C.: The World Bank.
22. OECD-FAO. 2014. Agricultural Outlook 2014-2023.
23. OECD States of Fragility 2015.
24. OIE-WAHID. 2015. World Animal Health Information Database. <http://www.oie.int/wahis/public.php?page=home>
25. UNDP/UNRWA - Syria Center for Policy Research. March 2015. Alienation and Violence - Impact of Syria Crisis Report 2014.
26. UN Syrian Humanitarian Response Plan/SHARP 2013 and 2014.
27. UN Syrian Arab Republic Strategic Response Plan/SRP 2015.
28. UN Regional Refugee and Resilience Response Plan/3RP 2015.
29. World Bank. 2002. Reducing Vulnerability and Increasing Opportunity: Social Protection in the Middle East and North Africa. Washington, D.C.
30. World Bank/FAO/IFAD. 2009. Improving Food Security in Arab Countries.
31. World Bank. 2011. World Development Report. Conflict, Security and Development.
32. World Bank Middle East and North Africa Region. May 2011. A Regional Economic Update.
33. World Bank. 2012. Inclusion and Resilience. The Way Forward for Social Safety Nets in the Middle East and North Africa. MENA Development Report. World Bank MENA Report 2012.
34. World Bank and FAO. 2012. The Grain Chain: Food Security and Managing Wheat Imports in Arab Countries. Washington, D.C.: The World Bank.
35. World Bank/UN Lebanon. September 2013. Economic and Social Impact Assessment of the Syria Conflict.
36. World Bank. 2013. Country Profile, Tunisia.
37. World Bank. 2014. Natural Disasters in the Middle East and North Africa: A Regional Overview.
38. World Bank. 2014. World Development Indicators database .

au Proche-Orient et en Afrique du Nord

Messages clés

- Quinze pays de la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord sur dix-neuf ont atteint la cible relative à la faim de l'OMD. Cependant, la région dans son ensemble a connu un revers important dans la lutte contre la faim à cause des conflits et des crises prolongées.
- La région est de plus en plus dépendante des importations alimentaires, en raison de la pression démographique, de l'urbanisation rapide, de la rareté de l'eau et du changement climatique.
- Le rééquilibrage du commerce agricole extérieur de la région requiert une concentration accrue de celle-ci sur son avantage comparatif dans certaines cultures à haute valeur ajoutée ainsi que sur la pleine réalisation du potentiel du commerce intra régional.
- L'amélioration de la nutrition, le renforcement des filets de sécurité alimentaire, la réduction des pertes et des gaspillages de nourriture ainsi que la promotion de la gestion durable de l'eau et de la productivité agricole devraient être en tête des priorités des programmes de sécurité alimentaire et de nutrition dans la région.
- La collaboration régionale, visant à faire face aux multiples menaces et risques, est essentielle pour bâtir la résilience et ainsi renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition de la région.



Organisation des Nations
Unies pour l'Alimentation
et l'Agriculture

ISBN 978-92-5-208787-8



9 789252 087878

I4644F/1/05.15